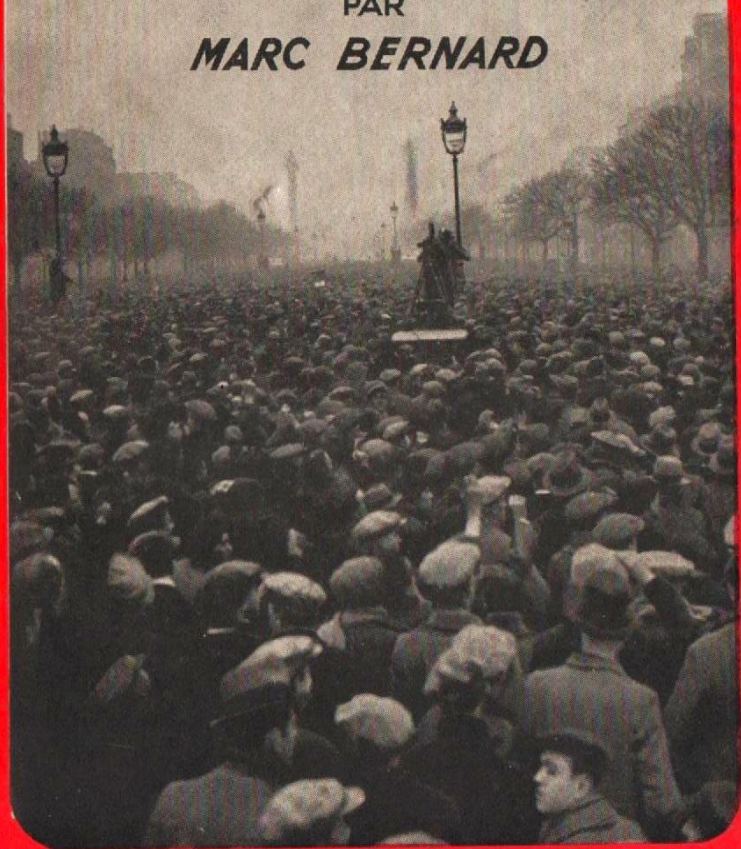


Le Volume

5^{fr}

"LES GRANDES HEURES"

LES JOURNÉES OUVRIÈRES
DES
9 ET 12 FÉVRIER
PAR
MARC BERNARD



PUBLICATIONS DES ÉDITIONS BERNARD GRASSET

I

LES CAUSES DE LA RÉPLIQUE OUVRIÈRE AUX ÉMEUTES DU 6 FÉVRIER

La grève générale du lundi 12 février — qui réalisa ce prodige de rétablir, ne fût-ce que d'une façon passagère, l'unité du prolétariat français, brisée depuis 1920, en le groupant autour de ce mot d'ordre central : *lutte contre le fascisme* — fut préparée par les événements qui eurent lieu au début du mois et, plus particulièrement, dans la nuit du 6 février.

Certains gens de bonne foi qui avaient participé le 6 février, d'une façon plus ou moins directe, aux combats de la place de la Concorde, ou qui les approuvaient dans leur cœur, se sont étonnés de l'ampleur, de la vigueur de la réaction des masses ouvrières, dans la journée du 12, appuyées sur une large couche de

la population rurale et de la petite bourgeoisie de province.

« Pourquoi, alors que nous manifestions uniquement contre certains parlementaires corrompus et leurs complices, cette levée de boucliers? Ces gens-là ont-ils partie liée avec les voleurs? »

Car il y avait, en effet, parmi ceux qui se sont battus dans la nuit du 6 février, des hommes, des femmes qui, sans mesurer à sa valeur politique exacte le sens de l'émeute, pensaient manifester surtout contre les responsables, complices, profiteurs de l'affaire Stavisky, se rangeant dans une sorte d'élan instinctif derrière ceux qui prenaient l'initiative de donner une forme et un but à cette colère populaire. Qu'il faille quelque naïveté pour prendre comme modèles de désintéressement les tripoteurs de l'Hôtel de Ville, véritable caverne d'Ali-Baba, qui se trouvaient dans le cortège, ce n'est guère à démontrer, mais ainsi va le monde.

Ce que beaucoup de ces gens de bonne foi n'avaient pas vu, c'est l'usage que l'on entendait faire de leur indignation, les intérêts politiques au service desquels on entendait la mettre.

Mais tout ce que la France compte d'hommes attachés à un certain idéal démocratique, d'ouvriers attachés à leurs organisations politiques ou syndicales, et qui savent par une longue et douloureuse expérience quelle sorte de gens se sont toujours dressés contre eux avec une haine de classe qui ne désarme jamais, toujours prêts à leur reprendre les quelques avantages, les quelques libertés conquises de haute lutte — ces hommes virent, en apprenant les émeutes de la nuit du 6 février, se préciser une menace qui, ne visant plus le scandale Stavisky lui-même, cherchait à canaliser cette colère pour essayer d'atteindre des buts politiques bien nets.

L'exemple de l'Italie, celui de l'Allemagne plus frais encore et plus amèrement ressenti par cette masse ouvrière française qui avait placé une large part de ses espoirs dans la lutte et le triomphe du prolétariat allemand sur son propre capitalisme, lui fut brutalement rappelé.

Ils virent le danger menaçant au cœur même de leur pays et, le premier affolement passé, l'insigne faiblesse du gouvernement Daladier apparue en pleine lumière — qui n'avait su ni châtier immédiatement les cou-

pables de l'affaire Stavisky, ni rallier autour de lui l'opinion publique en prenant des mesures foudroyantes contre les parlementaires compromis dans le scandale, ni maintenir l'ordre dans la rue, trahi qu'il était par sa police — ces masses d'hommes comprirent que leur unique moyen de défense ne pouvait venir que d'elles-mêmes, de leur propre force, de leurs seules organisations.

Fébrilement la résistance s'organisa. La province qui avait échappé, parce qu'elle n'était pas directement sous le coup de la sensation physique terrible que donnèrent aux Parisiens la vision directe des batailles de rue de la nuit du 6 février avec ses flammes romantiques, ses chevaux éventrés, les hommes tués ou blessés, et cette espèce de fureur aveugle que donne le spectacle du sang fraîchement répandu — la province, dis-je, réagit plus violemment encore que le prolétariat parisien.

Spontanément, d'un seul réflexe de classe, les ouvriers lillois dispersèrent avec une rapidité foudroyante dans la journée du 6 février une manifestation de caractère fasciste qui voulait donner la réplique à celles de Paris. Dans un grand nombre de villes il en fut ainsi et les journalistes réactionnaires, entre autres,

se virent conspuer par des foules rassemblées spontanément devant les immeubles de leurs journaux.

Faiblesse et force des partis de droite.

L'émeute du 6 février réussit au delà même sans doute des espoirs de ceux qui orchestraient la manifestation. Elle n'eut plus devant elle dans la journée du 7 qu'un gouvernement affolé. Les hommes au pouvoir avaient cru, en effet, qu'ils se trouveraient en face d'une manifestation ordinaire, pareille à celles que, depuis quinze ans, depuis les grèves de 1920, ils avaient l'habitude de disperser à l'aide de quelques brigades d'agents.

Sans doute les préparatifs, cette fois-ci, montrant que toutes les organisations de droite participeraient au rassemblement de la place de la Concorde, indiquaient que la rencontre serait plus sérieuse que n'avaient été celles des années précédentes, mais on avait pensé que quelques forces armées, ostensiblement promenées dans Paris, suffiraient à calmer les esprits les plus échauffés.

Ces hommes n'avaient pas prévu, aussi complète qu'elle le fut sur les grands boulevards, la défaillance d'une police qui entendait des manifestants acclamer son ancien chef. Ils n'avaient pas prévu non plus l'acharnement, la continuité des attaques livrées contre les forces qui défendaient l'accès du Palais-Bourbon.

Aussi la journée du 7 février vit-elle l'effondrement soudain de ces hommes qui n'avaient su ni vouloir, ni pouvoir. Ni vouloir frapper sans délai — car chaque heure perdue en un moment pareil mettait en péril l'existence même du régime — ni pouvoir rallier autour de lui une partie de l'opinion publique à l'aide de moyens extraordinaires, en faisant directement appel à ceux qu'effrayait cette mobilisation réactionnaire. Un gouvernement qui ne songe qu'à s'appuyer sur des mercenaires est bien près de sa fin. Celui-là ne devait point faillir à la règle.

On connaît les diverses phases dramatiques des délibérations du conseil des ministres de la journée du 7, les indécisions, les propositions contraires qui se firent jour : les unes penchant pour une lutte sans merci contre les assaillants de la veille; les autres, reculant devant ce nouveau sang que l'on devrait répandre plus lar-

gement encore que la veille — spectacle d'autant plus bouleversant que le pays avait perdu depuis de longues années jusqu'au souvenir des guerres civiles.

Celles-ci finalement l'emportèrent. Le cabinet Daladier abandonne le pouvoir, et avec lui disparaît le dernier rempart de légalité, le dernier obstacle qui se dressait entre les partis de droite et d'extrême-gauche.

*
**

C'est le moment le plus tragique, le plus chargé d'inconnu que cette journée du 7. Les partis qui ont dirigé l'émeute, enhardis par ce premier succès qui va sans doute au delà de leurs prévisions les plus favorables, vont-ils poursuivre leur offensive, révéler leurs vrais desseins? S'attaquer aux organisations ouvrières? Ces dernières vont-elles faire les frais de l'affaire Stavisky? Les gens de droite vont-ils, exploitant à fond les gains moraux de la veille, aller jusqu'au bout dans la voie où ils se sont engagés, faire un ultime effort pour s'emparer du pouvoir?

C'est là que nous touchons à la grande faiblesse des organisations de droite.

Elles ont d'énormes avantages en ce moment : l'atmosphère qui pèse sur l'Europe, les exemples de l'Italie, de l'Allemagne et même de la Russie — avec son gouvernement autoritaire, le renforcement prodigieux de sa puissance matérielle grâce à la dictature — le nationalisme de toutes parts exaspéré, les dangers de guerre qui menacent, le renforcement de la position allemande depuis l'avènement d'un Hitler avec, comme perspective dans le lointain, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne — et surtout, surtout, l'affreuse division des forces ouvrières, la lutte implacable, sans répit, sans merci, pleine de haine exaspérée que se livrent la II^e et III^e Internationales.

Ces gens qui marchaient dans la nuit du 6 derrière leurs drapeaux ont une mystique; faire d'eux un simple conglomérat d'intérêts serait d'une maladresse sans borne, et ce serait nier l'évidence. Mais hors cette mystique nationaliste, les intérêts de classe qui les rassemblent, ces gens n'ont ni unité organique, ni chef, ni doctrine commune.

Nous avons vu le phénomène en Italie, en Allemagne; je crains que nous ne le voyions en France : la petite bourgeoisie — qui est représentée en France d'une façon si typique qu'elle

en devient parfois caricaturale, par le parti radical — désorientée par la crise, par le malaise chaque jour plus lourd qui pèse sur l'Europe, se sent attirée et rejetée successivement par les solutions extrêmes, qu'elles viennent de l'extrême-droite ou de l'extrême-gauche.

Elle cherche encore sa voie mais, déjà, certains éléments d'entre elle, à Paris surtout, car il semblerait que parfois la capitale subisse, avant le reste du pays, certaines secousses psychologiques ou politiques, se rangent derrière ceux qui prennent l'initiative d'un mouvement dirigé contre le parlementarisme. Du moins officiellement, car il s'agit en réalité de tout autre chose.

Elle eût aussi bien accepté de suivre les partis d'extrême-gauche s'ils avaient proposé avec fermeté des solutions, si elle avait senti chez eux une puissance réelle, agissante, et non pas une foi aveugle d'une part dans le jeu parlementaire, et de l'autre une outrance démagogique, une absence de sens politique ahurissante.

C'est évidemment le glissement de cette masse qui décidera du sort de la politique française pour plusieurs années. Un vieux passé révolutionnaire freine encore ce déplacement.

La grande bourgeoisie française n'a pas jus-

qu'à ce jour trouvé un homme capable d'organiser ce vaste parti populaire qui parvienne à détacher une large masse populaire de son attachement sentimental, traditionnel, à certaines idées révolutionnaires à la manière de 1789.

Elle est capable de faire un coup d'état mais non point de créer un véritable mouvement populaire.

C'est qu'on se trouve en France en face d'un peuple qui a un long passé historique, où il a joué un rôle de premier plan, qui, à chaque fois qu'on lui a demandé son avis, a toujours penché vers la gauche et qui a constamment vu les politiciens diminuer, rogner, édulcorer ses volontés révolutionnaires.

De plus toutes les tentatives faites jusqu'à aujourd'hui pour tenter de créer un vaste parti populaire de droite ont été si maladroites, dirigées par des hommes si médiocres, quand ils n'étaient pas complètement fous, l'argent a été gaspillé si follement, elles sont venues si avant leur heure, qu'il semblerait plutôt qu'elles aient joué le rôle de vaccin préventif en France.

Il s'agit surtout ici de doctrines d'intellectuels s'adressant à peu près exclusivement à des intellectuels — quand il en existe une — mais étrangère à la masse du peuple français.

Le dédain, la haine même, ouvertement affichée, exprimée noir sur blanc, de la plupart de ces gens-là pour le prolétariat, se retourne contre leurs propres intérêts. L'immense peuple des villes et des campagnes demeure encore intact; sa réponse innombrable l'a bien montré durant la journée du 12 février. Les organisations ouvrières ont retrouvé ce jour-là une unité passagère, chancelante, mais qui a montré d'une façon aveuglante la puissance à laquelle elle atteindrait si elle se réalisait d'une façon durable pour se dresser contre l'ennemi commun.

Ces faiblesses expliquent la réussite partielle du coup de main tenté place de la Concorde par une foule qui ne savait guère où l'on voulait la mener, mais formidablement encadrée, soutenue, par une troupe relativement peu nombreuse d'étudiants, d'avocats, de médecins, etc., d'intellectuels de tout genre, et sachant parfaitement, elle, dirigée par des professionnels de la politique, les buts qu'elle voulait atteindre, encore qu'ils ne fussent pas immédiatement à la portée de ses forces.

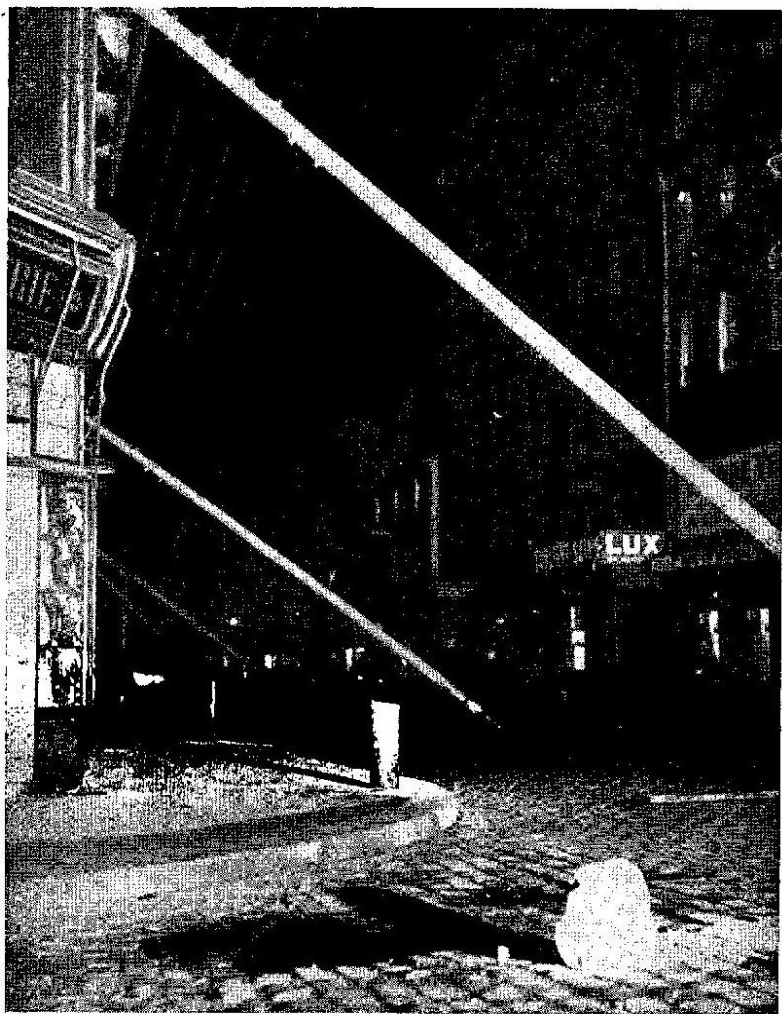
Elles expliquent aussi son échec partiel, le peu d'empressement que ces gens-là ont mis à exploiter leur réussite de la nuit du 6 février,

et finalement, si l'on examine l'émeute du seul point de vue politique, l'erreur de tactique qu'elle représente peut-être.

Cette union pour la curée cesse et laisse apparaître les graves différences existant entre quelques-uns des partis qui ont donné l'assaut au gouvernement Daladier dès qu'il s'agit de la prise du pouvoir. L'accord peut se faire entre ces divers éléments — et il est à craindre que ce ne soit bientôt — car moins obstinés dans leurs divisions que les partis ouvriers, et en particulier que le Parti Communiste qui reprend point par point la criminelle tactique qui a contribué à conduire le prolétariat allemand à l'abîme, secondé par l'effroyable inertie de la social-démocratie, les divers partis de droite cherchent avec acharnement un terrain d'entente qui leur permette de repartir en avant.

La réaction des masses populaires en province.

Nous disions plus haut : erreur de tactique. En effet si les deux partis ouvriers — et parti-



A BELLEVILLE, UNE RUE BARRÉE PAR DES POTEAUX TÉLÉGRAPHIQUES
DANS LA NUIT DU 9 FÉVRIER

culièrement le Parti communiste — avaient le moindre instinct de conservation, si celui-ci ne se livrait pas pieds et poings liés « *perinde ac cadaver* » aux hommes aveugles qui lui donnent des ordres de Moscou, le 6 février aurait sonné le glas des insurectionnels de droite. Partis trop tôt dans la lutte ils auraient payé chèrement cet excès de présomption.

Les forces ouvrières, en effet, et même simplement démocratiques — ce qu'on appelle le « radical bon teint » — alertées par ce coup de tonnerre qui a brusquement retenti au-dessus d'elles dans la nuit du 6 février et qui, dépassant aussitôt les frontières de Paris, a résonné dans toute la province française, cherchèrent avec une sorte d'ardeur désespérée à se joindre, à s'unir. Par delà certains chefs aveugles, traîtres ou timorés, elles rejetèrent d'un seul élan ce qui les divise pour ne plus songer qu'à ce qui les rapproche.

Spontanément à Lille, Lyon, Nice, Marseille, Nancy, Nantes, Nevers, Saint-Nazaire, Lorient, Grenoble, Nîmes, Toulouse, Cherbourg, Valence, Nevers, Rouen, etc., etc., des masses se groupent d'elles-mêmes, mues par un seul réflexe de conservation autour du mot d'ordre :
A bas le fascisme.

Quatre mille manifestants mettent en fuite à Lille les membres de l'Action Française qui avaient l'intention de manifester, et parcourent les rues de la ville, en chantant *l'Internationale*.

A Valence, deux mille auditeurs rassemblés autour du P.C., du P.S., de la C.G.T., de la C.G.T.U., du parti radical et radical-socialiste, acclament les mots d'ordre de lutte.

A Saint-Nazaire, six mille travailleurs s'assemblent place de la Gare à l'appel de l'Union locale des Syndicats confédérés, du P.S., du P.C., de la Ligue des Droits de l'Homme, de la Libre Pensée. Précédée des drapeaux rouges, la foule va manifester sous les fenêtres de l'organe royaliste : le *Courrier de Saint-Nazaire*.

A Toulouse, 20.000 manifestants défilent dans les rues de la ville portant des banderoles où l'on peut lire : « La réaction fasciste ne passera pas » — « Les travailleurs prendront le pouvoir ». Il avait suffi de deux appels dans les journaux pour faire descendre cette foule dans la rue. Là, comme ailleurs, les exhortations à la lutte sont acclamées.

A Lorient, 3.000 travailleurs défilent dans la ville en chantant *l'Internationale*.

A Grenoble, les manifestants adressent au

Président de la République l'ordre du jour suivant, qui, sous la naïveté des termes et de l'intention, le peuple n'en montre que plus clairement le sentiment qui anime le peuple de province :

Les représentants des organisations des travailleurs de Vizille et de Grenoble se souviennent du passé et ont conscience d'être forts parce qu'ils sont restés calmes.

Ouvriers, paysans, fonctionnaires, citadins et montagnards ont décidé de la constitution d'un Comité de vigilance. Ce Comité de vigilance est prêt, s'il le faut, à devenir comité révolutionnaire.

Pour l'instant, nous savons quelle est notre tâche immédiate : maintenir le calme, la quiétude dans les esprits, mais aussi, nous préparer, en silence, car il y a un fait qui domine tous les éléments : la province est restée calme à tous les appels au meurtre, à toutes les excitations qui viennent d'avouer leurs desseins.

Le Comité de vigilance des travailleurs de Vizille et de Grenoble croit nécessaire de vous rappeler que Paris n'est pas la France entière.

Le Comité de vigilance des travailleurs s'insurge contre un fait dont la gravité ne vous a certainement pas échappé :

Quelques milliers d'émeutiers voulant imposer à la France leurs desseins, et malgré la volonté du peuple et du gouvernement, préparant leur œuvre, dictant leurs ordres.

Cela, la province, restée maîtresse de son sang-froid, ne l'acceptera jamais.

C'est justement parce que, dans cette circonstance et dans un silence vigilant, nous avons assisté à ces capitulations de la République, que nous vous déclarons : la République est peut-être faible à Paris, mais la République est forte en province et les travailleurs de Vizille et de Grenoble, décidés, non pas à des coups de tête, mais fortement résolus à défendre leurs libertés, sont prêts à sonner le ralliement dans la province unanime et à restituer au mot « Révolution » ses mobiles nobles et ses buts généreux.

La légalité républicaine sera défendue par tous les moyens, même les armes à la main. Grenoble et Vizille sauront encore donner l'exemple.

Les mineurs de Carmaux, le Carmaux de Jaurès, réunis dans un meeting « qui avait attiré une foule énorme », ce sont les termes mêmes dont se sert le correspondant du *Petit Parisien*, acclament l'ordre du jour suivant :

Les travailleurs du Carmausin, les anciens combattants et tous les républicains et démocrates sincères de la région, émus par le coup de force que la réaction fasciste vient de tenter à Paris, se déclarent décidés à lutter par tous les moyens pour la défense du régime républicain actuel, encore qu'il ne réponde pas aux

sentiments qu'ils ont de ce qu'il devrait être. Ils rappellent que Paris n'est pas la France entière et proclament que les hommes qui peinent, mineurs, ouvriers des usines et des champs, etc., feront, s'il le faut, entendre leurs voix et sauront résister à tous les trublions par n'importe quel moyen. Ils n'hésiteront pas à opposer l'insurrection armée et se déclarent d'ores et déjà résolus à mettre en application les mots d'ordre de la C.G.T. Ils se refusent à envisager l'éventualité de la réintégration de l'ancien préfet Chiappe qu'ils considéreraient comme un provocation intolérable.

A Soissons, 1.200 ouvriers répondent à l'appel du parti S.F.I.O., de la C.G.T., de la C.G.T.U., de la Libre Pensée.

A Troyes, 3.500 manifestants défilent en chantant *l'Internationale*.

A Rennes, plusieurs milliers de travailleurs accourent devant la Bourse du Travail.

Dans le Haut-Rhin, la C.G.T., la C.G.T.U., le parti socialiste et le parti communiste font apposer l'affiche suivante :

GRÈVE GÉNÉRALE !

La réaction se lance au choc décisif contre la classe ouvrière. Les amis et protecteurs des Stavisky et au-

tres voleurs, les Chiappe et Tardieu, royalistes, fascistes de toutes sortes, fils d'une bourgeoisie engraisnée de la peine des ouvriers, veulent établir le régime de la dictature, de la poigne, pour anéantir avec la démocratie et la République toutes les libertés péniblement arrachées par la classe ouvrière.

Pour détourner l'attention de sa responsabilité dans la crise, le chômage et la misère générale, la féodalité des banques et de l'industrie excite les masses contre le régime.

On est sur le point d'établir un Directoire composé d'une poignée de politiciens et généraux aveuglément soumis aux banques et au capitalisme.

Les traitements et salaires de tous les travailleurs seront encore réduits et des lois d'exception étoufferont dans l'œuf toute résistance.

La dictature fasciste veut sauver une société capitaliste complètement pourrie.

Mais le peuple français ne veut pas de dictature à la Hitler.

La classe ouvrière saura défendre les libertés publiques.

Elle n'ajoutera pas foi à la campagne mensongère d'une presse à la solde des capitalistes et des fascistes.

A la meute déchainée de la dictature doit s'opposer l'unanime refus de tous les travailleurs.

La classe ouvrière en a assez.

Assez de scandale — assez de ces fourberies et escroqueries qui ne seront pas arrêtées par une dictature,

mais simplement tenues secrètes. Assez de l'exploitation, du refus des possédants de prendre les mesures réclamées par le peuple pour lutter contre le chômage.

Tous les travailleurs, employés et fonctionnaires doivent, par une grève générale de 24 heures, donner un premier avertissement aux puissants.

Cheminots, postiers, fonctionnaires, ouvriers et employés des services publics, tramways, gaz, électricité, employés des banques, ouvriers des ateliers, usines et mines, vous cesserez le travail le 12 février pour vingt-quatre heures!

Montrez au fascisme prêt à prendre le pouvoir que vous vous opposerez à sa domination, par tous les moyens.

Aujourd'hui 11 février, l'après-midi, à 2 heures, et lundi, 12 février, le matin, à 9 h. 30, grandes manifestations de protestation dans la Nouvelle Halle au Marché de Mulhouse.

Ouvriers, venez en masses!

UNION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS C. G. DU
HAUT-RHIN. — PARTI SOCIALISTE S.F.I.O. FÉDÉ-
RATION DU HAUT-RHIN.

UNION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS C.G.T. DU
HAUT-RHIN. — PARTI COMMUNISTE S.F.I.C.
RAYON DU HAUT-RHIN.

A Bordeaux, dix mille personnes exigent l'arrestation de Chiappe. On manifeste aux cris de : « Conspuez Herriot! », « A bas Tardieu! », « A bas Daudet! », « Chiappe en prison! »

A Périgueux, six mille travailleurs acclament l'unité d'action.

Paul Faure peut écrire avec raison dans le *Populaire* :

« De partout les nouvelles qui nous arrivent de province sont réconfortantes. Le peuple veille. »

**

Les journées qui suivent la nuit du 6 février marquent un rassemblement sans cesse plus puissant, qui gagne sans arrêt en profondeur, touchant des masses ouvrières et populaires toujours plus élargies, et qui atteindra à son maximum d'ampleur dans la journée du 12 février dans l'ordre de grève à peu près unanimement suivi, lançant dans la lutte des millions de travailleurs dans la France entière.

Préparation de la grève générale.

Les manifestations répétées des camelots du roi au quartier latin, devant la Chambre des

Députés, au boulevard Saint-Germain, qui se succédaient depuis le milieu de janvier, auxquelles le grand public n'avait pas encore accordé une grande importance, où nul ne pouvait prévoir les premières escarmouches de la lutte qui allait être livrée au régime parlementaire le 6 février, avaient attiré cependant l'attention des militants de la C.G.T. ainsi que celle du Parti socialiste.

Certes il ne s'agissait encore que d'échauffourées de peu de gravité, mais le jeu était dangereux car les hommes d'Action Française, se servant fort habilement de certains mots d'ordre qui allaient dans le sens du courant de l'opinion publique, ne se contentaient pas de protester de loin en loin dans un article de journal, contre le scandale Stavisky, les lenteurs de la justice, la mollesse dont faisait preuve la Chambre pour atteindre les plus hauts placés des coupables, mais s'emparant résolument, d'une façon directement active de la tête du mouvement d'indignation populaire, ne dissimulaient pas que, derrière cette action immédiate, ce qu'ils visaient c'était le régime républicain lui-même, cause et source, selon eux, de tous les maux.

M. Charles Maurras n'ayant pas pour habi-

tude d'estomper sa pensée ou de tourner autour des mots, on savait à quoi s'en tenir sur les buts poursuivis.

Ces hommes étant à peu près complètement à l'écart du jeu parlementaire — par la faiblesse numérique même de leur parti, par le peu d'écho que trouve leur doctrine dans la masse même du pays — avaient la partie belle pour dénoncer la faillite et la corruption du parlementarisme.

Une campagne violente poussait les gens à se croire en présence d'un phénomène nouveau, alors que tous ceux qui ont une teinture, pour si faible soit-elle, de matérialisme historique, savent bien que ces scandales sont inhérents au régime capitaliste même, et qu'ils ne peuvent être définitivement arrachés qu'avec lui.

Mais on sait de reste que les bourgeois — fussent-ils chefs d'Action Française — répugnent à une conception économique du monde qui leur montrerait, aveuglante comme le soleil et quels que soient leurs succès passagers, leur défaite définitive. Aussi baissent-ils pudiquement les yeux.

Cependant, de jour en jour, leur attitude décidée, n'ayant pour contre-partie que la som-

nolence ou les braileries des hommes d'extrême-gauche, le silence gêné, honteux des autres partis, qui tous comptent parmi leurs membres plus ou moins d'individus *tarés*, sinon dans le dernier scandale, du moins dans d'autres qui le précédèrent — ralliait une foule de gens qui regardaient avec sympathie ceux qui réclamaient le châtement des coupables, sans se douter que, dans le fond, c'était à bien autre chose qu'on en voulait, et que la musique n'avait pas grand'chose à voir avec les paroles.

Alerte au danger fasciste !

La C.G.T., la première parmi les organisations ouvrières, réalisa le danger d'une pareille manœuvre. Elle le dénonça le 9 février dans le *Peuple*, le *Populaire*, et par voie d'affiches en ces termes :

LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL
AUX TRAVAILLEURS, AU PEUPLE DE PARIS

Nous en avons assez.

*Chaque jour voit se renouveler les manifestations
des tenants de la dictature et du Roy.*

En dehors de la politique, dans laquelle elle ne veut

pas s'immiscer, la C.G.T. fait appel aux travailleurs, au peuple de Paris pour défendre les libertés publiques menacées. Ceux qui veulent s'emparer de la rue s'inspirent des régimes fasciste et hitlérien. Nous ne sommes pas en Allemagne.

Contre les voleurs et les écumeurs de l'épargne, nous réclamons toute la justice. Mais nous ne permettrons pas que les scandales soient exploités contre le régime.

Les travailleurs et le peuple de Paris ont défendu à d'autres époques la démocratie et les libertés.

Ils sauront les défendre à nouveau.

Que tous soient prêts à répondre à l'appel de la C. G. T.

L'Union des syndicats confédérés de la région parisienne publiait le même jour l'appel suivant :

L'Union des syndicats confédérés de la région parisienne attire tout particulièrement l'attention des militants de Paris et de sa banlieue sur la gravité des événements actuels.

Elle leur demande de rester en liaison permanente avec elle et d'être prêts à répondre rapidement à tout appel qui serait lancé par la Confédération Générale du Travail.

Les événements peuvent aller vite : une mobilisation rapide des forces ouvrières, sur un point déter-

miné, peut s'imposer. Il importera qu'elles répondent nombreuses.

L'UNION DES SYNDICATS CONFÉDÉRÉS
DE LA RÉGION PARISIENNE.

Le Parti socialiste, de son côté, lançait l'appel suivant :

MOBILISATION DU PARTI!

Camarades!

Les forces fascistes viennent brusquement de décider leur offensive.

C'est l'existence même de nos organisations ouvrières qui est mise en cause.

La vermine nationaliste démasque ses batteries depuis le départ du préfet de coup d'Etat.

Mais nous ne sommes pas disposés à laisser faire. Nous savons que la défense des libertés publiques ne peut être assurée efficacement que par la classe ouvrière elle-même.

Alerte! Camarades!

Préparez-vous à défendre vos organisations.

Comptez sur la décision et sur le sang-froid de vos militants responsables. Exécutez fidèlement et scrupuleusement les mots d'ordre QUOTIDIENS que nous vous ferons parvenir.

CE SOIR, A LA SORTIE DES ATELIERS, MAGASINS ET BUREAUX, DÈS 18 HEURES, RASSEMBLEZ-VOUS AU SIÈGE HABITUEL DE VOTRE SECTION. ÉTABLISSEZ LA LIAISON AVEC LE SIÈGE FÉDÉRAL ET LES SECTIONS VOISINES, FAITES CONNAÎTRE VOTRE POINT DE RASSEMBLEMENT. (POUR LES CAMARADES DE LA FÉDÉRATION DE LA SEINE, 12, RUE FEYDEAU, TÉL. CENTRAL 06-81. POUR LES CAMARADES DE LA FÉDÉRATION DE SEINE-ET-OISE, 9, RUE VICTOR-MASSÉ, TÉL. TRUDAINE 94-46).

SONT CONVOQUÉS :

9, RUE VICTOR-MASSÉ : LES QUATRE SECTEURS DES G. D. ET LA 9^e SECTION.

12, RUE FEYDEAU : LES SECTEURS 5, 6, 7, 8 ET LA 2^e SECTION.

JEUNES GARDES, CYCLISTES et MOTOCYCLISTES DISPONIBLES, 12, RUE FEYDEAU.

CONTRE LE FASCISME !

CONTRE LES SCANDALES !

TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Les secrétaires
des Fédérations de Seine et Seine-et-Oise,

Emile FARINET.

E. DESCOURTIEUX.



LES JOURNÉES OUVRIÈRES

APRÈS LES CHARGES D'AGENTS, LA PLACE DE LA RÉPUBLIQUE, LE 9 FÉVRIER A 21 HEURES

Quant au Parti communiste il donnait à ses adhérents et aux organisations qui relèvent de son autorité les ordres suivants :

A toutes les organisations et aux membres du Parti des cinq régions parisiennes.

Toutes les organisations du Parti et tous les militants doivent se mobiliser au maximum pour la réussite des manifestations de masses prévues aux usines et lieux de concentration des ouvriers d'une part, de l'autre pour les contre-manifestations à l'égard des organisations fascistes.

Tout doit être mis en œuvre dans les ateliers, sur les chantiers, etc., pour convaincre les ouvriers socialistes et confédérés de la nécessité d'un front unique d'action puissant sur les mots d'ordre donnés par ailleurs par notre Parti.

Toutes les réunions intérieures de rayons, de cellules, de fractions, etc., prévues pour ce soir sont annulées. La place de tous les communistes est à la tête des masses dans la bataille, suivant la ligne fixée par le Comité Central.

LE SECRÉTARIAT DU COMITÉ CENTRAL.

Anciens combattants, tous à 20 heures, Rond-Point des Champs-Élysées.

L'Union Nationale des Combattants convoque une manifestation pour ce soir, à 20 heures, au rond-point

des Champs-Élysées. Cette manifestation à laquelle l'U. N. C. avait renoncé trois jours auparavant, est nettement organisée pour protester contre la révocation du préfet de police, Chiappe. Les termes mêmes de son appel montrent qu'il en est l'instigateur. L'U. N. C., qui prétend ne pas faire de politique, descend donc ouvertement dans la rue pour tout autre chose que pour la défense des intérêts des anciens combattants.

L'Association Républicaine des Anciens Combattants se rendra à cette manifestation avec toutes ses forces de la région parisienne, mais pour d'autres buts.

Elle entend protester de la façon la plus énergique contre le régime du profit et du scandale en même temps que contre son mandataire, le gouvernement de M. Daladier, auteur de la révision des pensions.

Elle entend manifester toute sa colère contre ce même gouvernement qui, pour renforcer sa politique impérialiste de guerre, prétendait, en guise de sanction, donner la résidence générale du Maroc à Chiappe, complice avéré et protecteur de Stavisky.

Elle entend exiger l'arrestation de Chiappe, comme celle de Rossignol, président de l'U.N.C., compromis gravement dans l'affaire Stavisky.

Nous ne voulons pas que les anciens combattants servent à faire le jeu des escrocs et de leurs complices.

Les anciens combattants de l'U. N. C. seront aux côtés des anciens combattants de l'A. R. A. C. pour

défendre leurs droits acquis et imposer l'arrestation de tous les corrompus, de tous les voleurs.

C'est en clamant de toutes leurs forces ces mots d'ordre que des dizaines de milliers d'anciens combattants réaliseront une fois de plus leur front unique :

A bas la révision des pensions!

A bas les sacrifices demandés aux rescapés de la guerre!

Vive l'intégrité des droits acquis par les anciens combattants!

Vive la révision des rejets de pension!

En prison Chiappe-Stavisky; en prison Rossignol-Stavisky et tous leurs complices!

Vive l'A. R. A. C.! A bas le fascisme! A bas la guerre impérialiste!

A bas le gouvernement voleur des mutilés de guerre et complice des escrocs!

LE SECRETARIAT DE LA FÉDÉRATION PARISIENNE
DE L'A.R.A.C.

LES SECRÉTAIRES DE SECTION, LES MEMBRES DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE FÉDÉRALE ET TOUS LES MILITANTS DE LA FÉDÉRATION PARISIENNE DE L'A.R.A.C. DOIVENT PRENDRE TOUTES INITIATIVES POUR ORGANISER LA MOBILISATION DE TOUTES NOS FORCES. TOUS A 20 HEURES, AU PLUS TARD, CE SOIR MARDI, AU ROND-POINT DES CHAMPS-ÉLYSÉES. TOUS LES TRAVAILLEURS DE PARIS ET DE SA BANLIEUE SERONT AVEC NOUS. »

Tentatives d'unité d'action.

Le 7 février Paris se réveille dans une atmosphère de révolution. Il a tenu à peu de chose que la Chambre des Députés ne fut envahie. Les combats de la veille ont dépassé en violence, en cruauté, en acharnement tout ce qu'on avait imaginé.

Nous entrons dans l'illégalité puisque, ce même jour, un ministère normalement constitué, qui a obtenu la veille une importante majorité sur un vote de confiance, abandonne le pouvoir pour ne pas entrer une fois encore en lutte contre les émeutiers.

Dans la soirée de mardi le Parti socialiste, devant la gravité des événements, offre au Parti communiste et à la Confédération Générale du Travail Unitaire, de s'unir contre le péril commun.

Mais, alors que les camelots du roi, mêlés la veille dans les rangs des anciens combattants et des Jeunesses Patriotes, chantaient la *Marseillaise* derrière des drapeaux qui furent ceux de la première révolution française, voici la

réponse des organisations sollicitées quand le feu est dans la maison :

Pour l'Unité ouvrière !

UNE QUESTION : UNE RÉPONSE

Dans la soirée de mardi, le secrétaire de la Fédération socialiste de la Seine a fait parvenir aux secrétaires de la C. G. T. U. et du P. C. une demande d'entrevue aux fins d'unité d'action.

Voici la réponse :

L'heure, en effet, n'est pas aux divisions de la classe ouvrière.

L'heure est à l'unité d'action! Le modèle de l'unité d'action est donné en ce moment à la classe ouvrière par la grève des chauffeurs de taxi, comme hier dans la grève de Citroën et celle de Dunkerque.

Là, le front unique est et fut réalisé rigoureusement par les ouvriers, socialistes, confédérés, communistes, unitaires et de tous partis. Voilà comme il faut réaliser l'unité prolétarienne!

De ce front unique si efficace, si nécessaire, nous avons été, nous restons des partisans résolus.

« Un comité contre le fascisme et la guerre » est constitué en France depuis juin 1933. Pour dresser une barrière infranchissable contre le fascisme, il est urgent d'y adhérer en masse, tout de suite, loyalement et de renoncer à le saboter.

Nous sommes prêts à nous battre avec tous ceux

qui veulent réellement lutter contre le fascisme. Dès le 6 mars dernier, nous avons offert aux ouvriers socialistes et à la direction de leur parti la lutte commune pour la défense des revendications prolétariennes et pour combattre le fascisme. Le parti socialiste a répondu en votant la diminution du traitement des fonctionnaires et en excluant ceux de ses membres qui participaient au mouvement d'unité antifasciste.

Nous voulons le front unique entre tous les ouvriers et les fonctionnaires confédérés et socialistes, pour la lutte contre le capitalisme. Mais comment réaliser l'unité d'action avec ceux qui soutiennent les gouvernements lorsqu'ils diminuent les salaires? avec ceux qui torpillent les grèves? avec ceux qui abandonnent le terrain de classe pour collaborer à la défense du régime capitaliste et qui ainsi préparent en France comme en Allemagne le lit du fascisme?

Dès maintenant nous demandons à toutes les organisations unitaires et communistes d'entrer sans délai en rapport avec les groupements de base, confédérés et socialistes, pour préparer immédiatement les manifestations, les grèves, et toutes les actions indispensables à la sauvegarde du prolétariat.

Ouvriers socialistes et confédérés vous entendrez notre appel! Vous réaliserez le front unique immédiat contre le fascisme avec vos frères de travail unitaires et communistes!

LA C.G.T., LE P.C., LES J.C.

Et le Parti socialiste réitère sa proposition de front unique dans l'action :

Aux travailleurs de Paris !

Le Parti Socialiste et ses fédérations de la Seine et de Seine-et-Oise, en présence de la tentative de la réaction fasciste de s'emparer du pouvoir pour détruire les libertés publiques et ouvrières, vous appellent à la grande manifestation qui se déroulera à 19 heures place de la Bastille, demain jeudi.

Il faut que cette démonstration groupe tout le peuple travailleur. Au cours de la journée d'aujourd'hui, nous allons faire tous nos efforts pour qu'une entente loyale et fraternelle réunisse toutes les organisations prolétariennes : Parti socialiste, Parti communiste, C.G.T. et C.G.T.U.

Trêve aux divisions. L'heure impose l'accord le plus profond. Ainsi nous balayerons les forces de la réaction fasciste.

Pour les détails de la manifestation, consultez demain le Populaire.

Pour le Parti socialiste :

Paul FAURE.

Pour la Fédération de la Seine :

E. FARINET.

Pour la Fédération de Seine-et-Oise :

E. DESCOURTIEUX.

Appels des Syndicats.

Les Syndicats confédérés alertent, eux aussi, leurs adhérents :

APPEL A TOUS LES POSTIERS

Mardi 6 février, 23 heures.

Tout ce qu'il y a de réaction dans la capitale a été mobilisé : groupements de toutes appellations, associations à toutes fins ont convoqué leurs troupes pour un assaut qui vise le régime...

Si l'émeute réactionnaire était victorieuse, nos libertés seraient mortes. Plus encore qu'à nos traitements, qu'à nos indemnités, plus qu'à tout, nous tenons à nos libertés syndicales, à la liberté tout court.

Contre toute dictature, contre toute tentative fasciste, nous nous dressons, forts de notre conscience d'hommes épris de liberté, de travailleurs riches d'une tradition tendue vers toujours plus de dignité humaine.

Au succès d'un coup de main qui étranglerait la démocratie, le bureau de la Fédération postale répond d'avance par un ordre de grève générale de tous nos services.

Que les postiers, tous unanimes, entendent cet ordre

et l'appliquent éventuellement, résolus à lutter jusqu'au bout pour la défense des libertés.

LA FÉDÉRATION POSTALE.

UN NOUVEL APPEL DE L'UNION DES SYNDICATS CONFÉDÉRÉS

L'Union des Syndicats renouvelle l'appel qu'elle a lancé hier.

Elle rappelle à tous ses militants que les événements peuvent contraindre la C.G.T. à mobiliser rapidement toutes les forces ouvrières.

Les secrétaires de syndicats ou de sections syndicales doivent prendre toutes dispositions utiles pour aviser rapidement tous leurs adhérents des instructions qui pourraient être données.

L'UNION DES SYNDICATS CONFÉDÉRÉS DE LA R.P.

CONTRE LES AGISSEMENTS FASCISTES

Comité intersyndical confédéré du personnel des services publics de la Ville de Paris et du département de la Seine.

Services municipaux — assimilés — concédés.

APPEL AUX ADHÉRENTS

Les délégués du Comité intersyndical confédéré ont tenu hier soir une réunion extraordinaire à la Bourse

du Travail. Cinquante militants des différents syndicats qui le composent assistaient à cette réunion. Mettant de côté toute considération politique, ils ne peuvent rester indifférents aux manifestations répétées de la camelote royale et autres formations de dictature qui veulent s'emparer de la rue en s'inspirant de méthodes fascistes et hitlériennes.

Protestant plus que tous autres contre la multiplicité des scandales, ils ne permettront pas qu'ils servent de prétextes à une attaque contre nos libertés. Ils n'ignorent point qu'il ne s'agit de rien moins que d'un essai d'instauration du fascisme, suprême danger pour la classe ouvrière. Dans d'autres circonstances, les travailleurs et le peuple de Paris ont su combattre pour la conquête des libertés. Demain, ils combattront pour les défendre avec autant de courage et d'abnégation que leurs aïeux pour les conquérir.

Que tous les adhérents, que tous les travailleurs se tiennent, dès à présent, prêts à répondre à tous les appels qui leur seront éventuellement adressés soit par voie de la presse, soit par tracts, soit par les soins de leurs organisations syndicales, soit par la Confédération Générale du Travail.

Les Secrétaires des Syndicats adhérents :

TAUZIN, MARGELLI, JACCOUD, JAYAT, BATTINI,
CARPENTIER, WINTERMANTEL, DELSOI, GAUTRON,
DECONYNGK, QUET.



L'éditorial du *Peuple* du 7 février, sous le titre : *Paris et Province* fait rentrer les événements de la veille dans leurs justes frontières :

Le fascisme parisien mobilise ses troupes. Sous des drapeaux divers et des étiquettes différentes, il a formé des noyaux multiples. Chaque groupe pris isolément n'est rien. Mais c'est faire preuve de lucidité qu'affirmer que ces groupes réunis représentent une certaine force.

Hier soir, les bandes réactionnaires déchaînées ont provoqué de véritables scènes d'émeute. Ceux qui jusqu'ici se présentaient comme des défenseurs de l'ordre ont montré leur véritable figure. Le masque est tombé, c'est le hideux fascisme qui a montré son visage cette nuit à Paris.

L'heure n'est plus de discuter sur le point de savoir si le régime actuel est suffisant ou non, s'il correspond au sentiment que nous avons de ce qu'il devrait être. Sur ce problème, chacun conserve sa liberté d'appréciation totale.

Il faut simplement observer que ce régime, tel qu'il est, avec ses défauts et ses qualités, se trouve menacé, attaqué par des forces de réaction qui veulent le dé-

truire pour mettre à la place quoi? Un régime de dictature qui marquera un recul immense des forces de progrès social, qui, même, les détruira de fond en comble.

La question n'est pas ailleurs. Elle est, au surplus, comme on peut voir, infiniment simple.

Mais pourquoi ne pas le noter également? Paris n'est pas la France. A ce jour, Paris est en effervescence parce que tout ce qui s'y trouve rassemblé de réactionnaires et de fascistes, toutes forces mobilisées, tente un grand coup. On voit bien tout l'intérêt que la réaction porte à l'exercice du pouvoir à la folie furieuse qui la saisit dès qu'elle en est privée.

Mais le pays lui-même est calme. Mieux, il ne comprend pas. Il est seulement désireux de paix, et il réclame dans sa grande majorité, une politique hardie et de progrès social.

Le pays est profondément attaché à ses libertés démocratiques. Il n'est possédé par nulle force de destruction. Il souhaite simplement qu'on en finisse avec ce débordement de politique violente, qui paralyse ou qui détruit, et qu'on se préoccupe enfin de pallier les conséquences désastreuses du cataclysme économique.

C'est la province française qui a raison sur l'agitation purement politique et réactionnaire des trublions parisiens.

Dans les événements qui se précipitent, il convient de ne pas oublier que la grande majorité du pays est résolument hostile aux aventuriers de la dictature. S'il

le faut, les hommes qui peinent à la mine, dans les usines, dans les chantiers et ceux de la terre sauront faire entendre la voix puissante du monde du travail.

C. G. T.

Après le coup d'état.

Dans la journée du 7 février, Paris apprend la démission du ministère Daladier. Le gouvernement bat en retraite devant une opinion publique que la plupart des grands journaux parisiens ont exaspérée au delà de toute mesure, et qui continue à croire, de bonne foi, que les émeutiers de la veille ne songeaient qu'à conspuer les voleurs, sans se préoccuper le moins du monde de rétablir un gouvernement de droite.

Pour la nième fois en France, pays où le suffrage universel est à la base de la vie sociale, nous voyons une minorité agissante imposer sa volonté qui se dresse contre celle de l'ensemble de la nation.

Les méthodes de 1926 recommencent; mais comme on ne peut plus jouer, en période de crise, au jeu dangereux de la baisse du franc, la violence des « puissances d'argent » change

de forme : elle se transforme en combats de rue.

Et le gouvernement Daladier, comme celui d'Herriot en 1926, au lieu de faire appel à l'ensemble du pays, de dénoncer la manœuvre, cède docilement la place au premier signe de ceux qui forment « le mur d'argent ». Le contraire nous eût étonné.

Mais ce brusque retrait montre, à ceux mêmes qui sont les plus respectueux du jeu normal de la démocratie, que ces délicats rouages peuvent être faussés à volonté, qu'il y suffit d'un peu de cran et d'une certaine liberté d'esprit en face du « pays légal », auquel certains opposent avec malice le « pays réel », c'est-à-dire : le leur, celui des « gros riches ». « Laissez venir à moi ceux qui ont beaucoup d'argent. »

Elle leur montre que, face à des adversaires pusillanimes, à la volonté dispersée, chancelante, quelques milliers d'hommes armés, décidés, peuvent faire en France, comme ailleurs, la pluie et le beau temps pour peu que le mur d'argent les seconde.

Tout cela n'a rien qui doive étonner ceux qui ont un peu réfléchi à l'importance des luttes de classe que la crise économique exaspère, mais les grandes forces démocratiques du « pays



UN GROUPE DE FACTEURS GRÉVISTES SUR LE COURS DE VINCENNES

légal », arrachées à la quiétude qui leur est propre, se réveillent dans la journée du 7 février à demi-épouvantées par le danger qui vient brusquement de surgir devant elles.

Le sac des Maisons du Peuple italiennes et allemandes, les camps de concentration, les assassinats de militants, hantent les esprits. Il convient, songe-t-on, de répondre sans tarder à cette soudaine offensive. Et le même jour où l'on apprend la démission du ministère Daladier, la vieille C.G.T. décrochant de sa panoplie son arme la plus redoutable, ce qu'elle considère comme la Vieille Garde des luttes sociales, qui a déjà beaucoup servi mais peut encore faire de la bonne besogne, décrète pour le lundi 12 février une grève générale de vingt-quatre heures, qu'elle annonce dans son organe officiel le *Peuple* du 8 février en ces termes :

CONTRE LE PÉRIL FASCISTE, GRÈVE GÉNÉRALE LUNDI !

La Commission administrative de la Confédération Générale du Travail a décidé, hier, 7 février, que contre les menaces du fascisme et pour la défense des libertés publiques, une grève générale, limitée à vingt-quatre heures, devra être effectuée le lundi 12 février.

Pour ce faire, les Unions doivent en informer leurs

syndicats pour que ceux-ci réunissent leur corporation dans leurs locaux habituels, le dimanche 11 février, en vue de préparer l'application de la décision confédérale.

Que le Peuple fait suivre de cet autre appel :

POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS PUBLIQUES :

Sur la convocation de la Confédération Générale du Travail, les organisations suivantes :

Ligue des Droits de l'Homme, Parti socialiste S. F. I. O., Parti socialiste de France, Parti socialiste français, Parti républicain socialiste, Unité prolétarienne, Union anarchiste, Fédération ouvrière et paysanne, Chambre consultative des associations ouvrières de production se sont réunies hier.

Elles ont décidé de coordonner leur action de défense des libertés publiques. Les organisations sus-nommées s'associent aux mesures déjà prises par la C.G.T. de grève générale de vingt-quatre heures pour le lundi 12 février, et de manifestations en province et à Paris.

Et la C.G.T.U. publiait l'appel suivant le 9 février :

LA C. G. T. U. A TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE !

Camarades !

Les organisations fascistes se livrent à une agitation intense.

Les partis politiques de la bourgeoisie, y compris le parti socialiste, sont effrayés devant la colère grandissante des masses ouvrières et s'efforcent de l'étouffer.

Mais l'indignation gronde dans la classe ouvrière qui en a assez d'être affamée et qui se refuse à la dictature fasciste, comme au renforcement de la dictature gouvernementale, même camouflée sous le visage de la « démocratie ».

NI LES ATROCITÉS FASCISTES, NI LES COUPS DE FUSIL D'UN GOUVERNEMENT « DÉMOCRATIQUE » !

La classe ouvrière se refuse à être affamée par le chômage sans indemnité ou avec des indemnités ridicules, par la réduction incessante de ses salaires et traitements sous une dictature soi-disant « démocratique » comme sous une dictature fasciste.

La C.G.T.U. vous a invités à réaliser votre front unique de masse pour réaliser des grèves et manifestations. Ses organisations de base se sont adressées pour cela aux ouvriers et aux organisations de base confédérées.

LUNDI 12 FÉVRIER, DANS TOUTES LES ENTRE-

PRISES, DANS TOUS LES SERVICES PUBLICS ET TRANSPORTS, VOUS FEREZ LA GRÈVE DE VINGT-QUATRE HEURES !

La C. G. T. a lancé le mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures pour le 12 février.

Mais déjà les journaux annoncent qu'elle inviterait ses syndicats à assurer les services indispensables à la vie du pays.

D'ici lundi, de nombreuses manœuvres peuvent se faire jour.

TRAVAILLEURS DE TOUTES INDUSTRIES ET DE TOUS LES SERVICES !

Vous ne vous laisserez influencer par aucune manœuvre. Lundi 12 février, dans toutes les industries, dans tous les services publics, faites la grève!

Dès à présent, réunissez-vous dans vos entreprises, dans vos services, élisez vos COMITÉS OUVRIERS de front unique, élaborez vos revendications particulières, déposez-les à vos directions, organisez des grèves, des manifestations à l'usine et dans les rues pour les imposer.

SYNDIQUÉS ET SYNDICATS UNITAIRES !

Adressez-vous immédiatement aux travailleurs confédérés et autonomes qui sont en face de vous pour organiser ces actions pour :

La dissolution immédiate des ligues fascistes.

Arrestation immédiate de Chiappe, Daladier et Frot.

Remboursement aux assurés sociaux des sommes escroquées.

L'assurance-chômage, l'abrogation des lois et décrets votés récemment contre les traitements et indemnités, pour la défense des salaires.

Pour vos revendications particulières dans les entreprises.

Front unique dans la grève revendicative et politique de vingt-quatre heures !

Organisez-vous pour continuer la lutte afin d'imposer vos revendications !

Organisez des manifestations, participez aux manifestations d'action prolétarienne !

LA C. G. T. U.

**Le Parti socialiste fait
appel à l'unité pour des
manifestations de rues.**

Cependant, entre temps, le Parti socialiste, voulant donner un avertissement aux organisations de droite qui, la veille, avaient dirigé l'émeute, et leur montrer qu'il y avait une large part de la population de Paris qui n'entendait pas voir la légitime indignation née du scandale Stavisky servir à des fins réactionnaires, publiait l'appel suivant :

AUX TRAVAILLEURS DE PARIS !

Le parti socialiste et ses fédérations de la Seine et de Seine-et-Oise, en présence de la tentative de la réaction fasciste de s'emparer du pouvoir pour détruire les libertés publiques et ouvrières, vous appellent à la grande manifestation qui se déroulera à 19 heures place de la Bastille, demain jeudi.

Il faut que cette démonstration groupe tout le peuple travailleur. Au cours de la journée d'aujourd'hui, nous allons faire tous nos efforts pour qu'une entente loyale et fraternelle réunisse toutes les organisations prolétariennes : Parti socialiste, Parti communiste, C.G.T. et C.G.T.U.

Trêve aux divisions. L'heure impose l'accord le plus profond. Ainsi nous balayerons les forces de la réaction fasciste.

Pour les détails de la manifestation, consultez demain le Populaire.

Mais les pourparlers en vue d'arriver à une unité d'action se heurtèrent au refus du Parti communiste qui, deux jours avant, par on ne sait quelle aberration, avait mêlé ses troupes à celles des organisations de droite.

Le *Populaire* publiait le 8 février les docu-

ments concernant ces pourparlers en les faisant précéder de ces lignes :

Ainsi que nous l'avons annoncé hier, la Fédération de la Seine du Parti s'est adressée au Parti communiste et à la C.G.T.U. en vue d'une action commune contre le fascisme.

La C.G.T.U. nous a fait savoir verbalement qu'elle refusait toute entente.

Quant au Parti communiste, il nous a répondu par une lettre nous transmettant simplement l'appel que l'Humanité publie ce matin.

Nous croyons utile de mettre ces documents sous les yeux de nos lecteurs, sans même les commenter. Nos camarades jugeront à sa juste valeur le refus de toute entente que constitue la réponse des communistes.

Lettre adressée le 6 février au Parti communiste et à la C.G.T.U.

Camarades,

Les formations fascistes tiennent la rue et leur audace croît chaque jour. Les libertés de la classe ouvrière sont menacées.

L'heure n'est plus aux divisions. Toutes les organisations du prolétariat doivent se tendre la main pour former une barrière infranchissable au péril fasciste.

Nous vous demandons une entrevue, afin de fixer

les bases d'un accord loyal et de réaliser l'unité d'action de travailleurs.

Prière de nous répondre au plus tôt; nous nous tiendrons dans notre permanence jusqu'à minuit.

Salutations socialistes.

Le Secrétaire fédéral : Emile FARINET.

Voici la réponse :

Citoyens,

Vous trouverez ci-joint un appel qui paraîtra dans notre journal l'Humanité de demain matin et qui constitue, en outre, notre réponse à vos propositions.

Recevez nos salutations communistes.

Pour le Secrétariat du Comité Central : GITTON,

Le document joint est rédigé ainsi :

Travailleurs ! Camarades !

Le gouvernement sanglant Daladier-Frot, soutenu par le Parti socialiste, a préparé la venue au pouvoir de l'Union Nationale. Il vient de lui céder la place.

C'est ainsi que le Parti radical et Parti socialiste font le lit du fascisme !

A la tête des masses, le Parti communiste a déjà, ces jours dernier, dirigé de nombreuses actions et manifestations contre le fascisme.

En province, dans les rues de Calais, Castres, Tou-

lon, Marseille, Nice, etc., les travailleurs ont réalisé le front unique à son appel.

A Paris, à l'Hôtel de Ville, dans les rues de Ménilmontant et, mardi soir encore, des dizaines de milliers de travailleurs se sont battus contre les bandes fascistes, les forces policières et la garde mobile.

La gravité de la situation exige que l'action prolétarienne soit renforcée.

Ouvriers et ouvrières de la région parisienne, rassemblement !

Demain soir, vendredi, à 20 heures, en masse, place de la République.

Pour l'arrestation immédiate de Chiappe et des chefs des Ligues fascistes. A bas les fusilleurs Daladier, Frot.

Pour la dissolution des ligues fascistes.

Pour le remboursement aux assurés sociaux des sommes escroquées, pour l'assurance-chômage, pour la défense des salaires et traitements. Pour le vote de la représentation proportionnelle et la dissolution de la Chambre.

A bas l'Union nationale réactionnaire et fasciste préparée par le parti radical et le parti socialiste.

Vive le gouvernement ouvrier et paysan !

Travailleurs communistes, socialistes, unitaires, confédérés, sans-parti, rassemblez-vous dans vos usines, dans vos localités, venez ensemble à la manifestation !

A l'exemple des syndicats unitaires, qui proposent la préparation immédiate d'une grève de vingt-quatre

heures, réalisez dans toutes les usines, bureaux, dépôts, chantiers, votre front unique d'action! Organisez la grève politique de masse!

Rayons et cellules du Parti communiste, faites à chaque section socialiste et publiquement des propositions pour venir en commun à la manifestation de vendredi et pour organiser la grève.

C'est ainsi et ainsi seulement que la classe ouvrière obligera le fascisme à reculer et fera aboutir ses revendications.

Camarades ouvriers socialistes!

Votre parti a voté la confiance à Daladier. Puis vos chefs, Blum et Frossard, ont conseillé la démission de Daladier pour faire venir un gouvernement de « trêve des partis » contre la classe ouvrière.

Après vous avoir empêché de manifester avec les communistes mardi soir contre les bandes fascistes, Paul Faure demande de « veiller sur le régime capitaliste comme des enfants qui veillent sur leur mère. »

Devant cette trahison odieuse de vos intérêts de classe, votre mécontentement et votre colère grandissent. Vos chefs espèrent vous donner le change en parlant d'une manifestation à la Bastille.

Travailleurs socialistes, votre salut comme le nôtre, comme celui de toute la classe ouvrière, est dans notre action commune. Celle-ci peut et doit se réaliser sur les mots d'ordre de classe de la manifestation de vendredi. Sur cette base, le Parti communiste travaille à l'organisation de l'unité d'action. Et conformément à

une proposition déjà ancienne, il répète qu'il est prêt à renoncer aux attaques contre les organisations socialistes durant l'action commune, mais il mènera la lutte la plus implacable contre tous ceux qui enfreignent les conditions de l'accord conclu pour la réalisation du front unique comme étant des briseurs de grève qui sapent le front unique de la classe ouvrière.

Travailleurs socialistes, nous vous appelons à la lutte et nous comptons sur vous !

Ensemble vendredi soir, place de la République!

Ensemble dans les usines et les localités pour préparer la grève politique de masse!

Ensemble, nous vaincrons le fascisme!

A bas la dictature sanglante du capital! Vive le gouvernement ouvrier et paysan !

LE SECRÉTARIAT DU PARTI COMMUNISTE.

Ainsi, plutôt que de joindre ses forces à celles du Parti socialiste pour manifester dans la soirée du jeudi place de la Bastille, le Parti communiste coupant en deux les forces ouvrières choisit un autre jour et un autre lieu après avoir — il faut le répéter à haute voix — donné à ses adhérents et à ses sympathisants des directives pour la journée de mardi, qui équivalaient dans la pratique à un front unique avec les troupes des organisations fascistes.

Un membre du comité directeur d'une organisation contrôlée par le Parti communiste, sympathisant lui-même de ce parti, a vu — il m'a affirmé être prêt à en témoigner — un camelot du roi, reconnaissable à son insigne fleurdelisé, et un communiste portant l'étoile à trois branches du comité antifasciste de Pleyel-Amsterdam, mêlant leurs efforts pour démolir un lampadaire à l'aide d'une poutre dont ils se servaient comme d'un bœuf.

L'auteur de ces lignes a vu, de ses yeux, rue de Rivoli, dans la soirée du 6 février — il devait être 9 heures et demie — des ouvriers s'acharner à la même besogne, confondus parmi des jeunes gens d'organisation de droite.

**

La C.G.T. prenant le 7 février la décision d'une grève générale pour la journée du 12, le Parti socialiste retire le mot d'ordre de manifestation du 8 février, place de la Bastille, et décide de reporter tout son effort sur la journée de lundi.

C'est lui qui prendra, le 9 février, l'initiative de la manifestation de Vincennes.

II

LA MANIFESTATION COMMUNISTE

Cependant le Parti communiste maintient la manifestation de la place de la République.

De 7 heures du soir à minuit tout l'est de Paris va retentir de clameurs, des claquements des revolvers, des cris des blessés, de la galopade des chevaux des gardes mobiles, du vrombissement des moteurs des autocars, remplis d'agents, qui se jettent à toute vitesse sur la foule.

La population de ces quartiers populaires seconde autant qu'elle le peut, les manifestants; elle précipite sur la force armée mille objets divers (quelques-uns même — m'ont affirmé certains — répondent aux fusillades de la police par des coups de feu).

Le lieu de rassemblement, la place de la Ré-

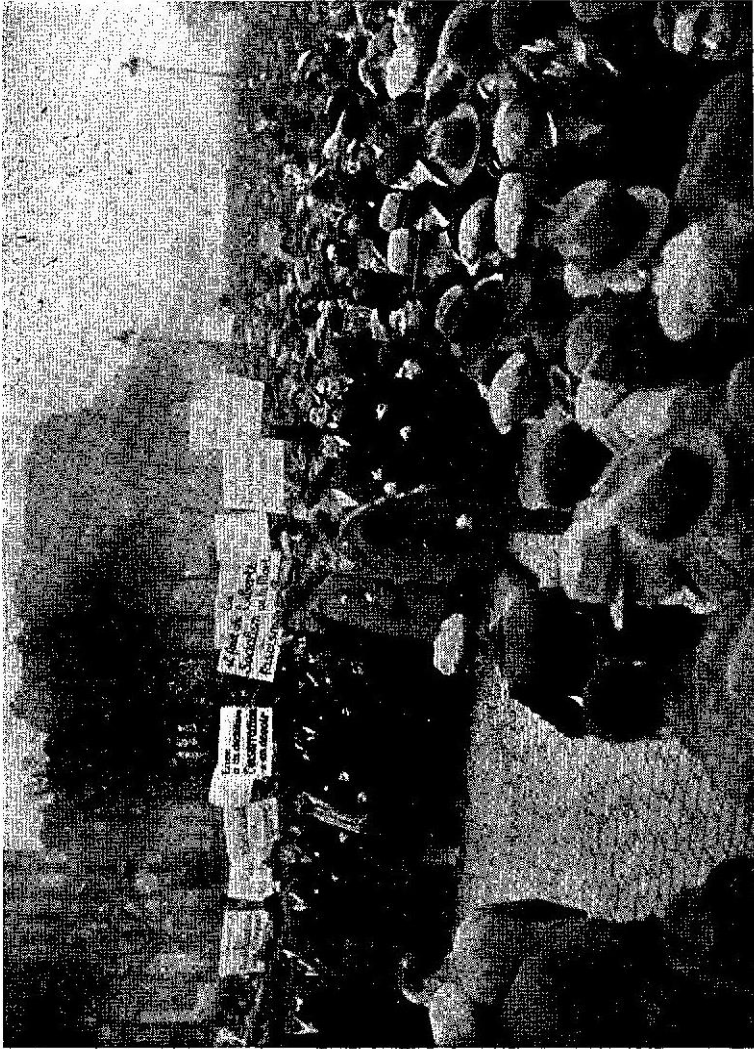
publique, est interdit aux manifestants. Des barrages de gardes mobiles à cheval en défendent l'accès, cependant que la police matraque ceux qui montrent quelque velléité d'approcher.

Vers huit heures, une charge extrêmement violente disperse la foule qui chantait *l'Internationale* aux environs de la place de la République. Des blessés tombent tout près de la station de métro Lancry, le visage en sang. Cependant que retentissent dans les rues avoisinantes, où les manifestants reforment rapidement leurs rangs, les cris de : « Chiappe en prison ! Les Soviets partout ! »

Une forte troupe de socialistes arrive du boulevard Magenta, follement acclamée par les ouvriers communistes, et les cris de : « Unité d'action ! » s'élèvent de toute part.

Les deux foules confondues s'acheminent vers la place de la République quand une charge d'agents, suivie aussitôt d'une autre des gardes à cheval libèrent le boulevard Magenta.

Mais la lutte a lieu sur une multitude de points à la fois. Les manifestants de ce soir n'ont aucun objectif précis, point de Chambre des Députés toute proche qui stimule leurs efforts, qui rassemble la violence qui les anime.



LE GROUPE DE TÊTE DES MANIFESTANTS SOCIALISTES SUR LE COURS DE VINCENNES

Ce sont des séries de combats isolés qui se déroulent sur une vaste étendue.

Des abords de la place de la République jusqu'au delà de la gare de l'Est et du Nord, le long du canal Saint-Martin, boulevard du Temple, boulevard de Strasbourg, rue Saint-Maur où ont été dressées des barricades, c'est une suite d'escarmouches, de corps à corps où souvent des agents durement touchés s'écroulent à côté des manifestants, de charges d'une violence inouïe à quoi les ouvriers répondent avec acharnement. On découvre l'un d'eux tué au bas d'une barricade, la nuque trouée. Un autre piétiné par une charge à cheval, ne parvient plus à se relever.

Sans sommation, à bout portant, les agents tirent dans le tas, sans même descendre de leurs camions parfois. Ou, allongeant la jambe, ils décochent des coups de pied en plein visage, mais l'un d'eux est happé au passage par deux mains vigoureuses qui l'arrachent à son siège et le précipitent sur la chaussée où il reçoit une terrible correction.

Près de la gare de l'Est, où le combat fait rage, les manifestants tiennent pendant longtemps la police en échec, les pavés, les grilles de fonte qui entourent les arbres, leur servant

de projectiles, ainsi que la grille de la gare elle-même qui a été arrachée.

La police exaspérée par cette résistance qui ne faiblit pas, lance alors ses gros camions en plein cœur de la foule : des ouvriers roulent sous le choc et l'un d'eux demeure immobile, tandis que le sang s'étend autour de lui.

Des fenêtres des maisons avoisinant la gare de l'Est, les projectiles pleuvent sur les policiers. Un manifestant que je rejoins me dit avoir vu précipiter un petit poêle de fonte d'un troisième étage.

Les brutalités des agents dépassent toute imagination; ils tombent à une demi-douzaine sur des hommes et même des femmes abattus à coups de matraque et les martèlent de coups de talon.

Durant les rares moments d'accalmie, un orateur communiste harangue la foule çà et là, dégageant la leçon révolutionnaire de la soirée, faisant acclamer l'unité d'action. Quelques centaines d'adhérents de la fédération autonome des fonctionnaires qui ont décidé à l'issue d'une réunion de se joindre aux manifestants sont brutalement refoulés en arrivant aux abords de la place de la République.

Des ouvriers qui se réfugient dans le métro

sont poursuivis par la police et sauvagement matraqués. Pourtant de toutes les rues monte *l'Internationale* ou les cris vengeurs de : « Flics assassins! », « Chiappe en prison! ».

De nouvelles troupes descendues de Charonne, de Belleville, de Ménilmontant, viennent livrer bataille à leur tour, renforcer celles qui se battent déjà depuis le début de la soirée. Et il est remarquable — comment ne pas le souligner après les comptes rendus d'une partialité révoltante de la plupart des grands journaux — que cette foule n'a pas commis le moindre acte de pillage, que pas une boutique n'a souffert, qu'absolument rien n'a été dérobé à la faveur de l'émeute, alors qu'il y avait certainement parmi cette masse un nombre élevé de chômeurs, plongés dans une affreuse misère depuis des mois, voire des années.

Comment ne pas mettre l'accent sur l'admirable sens de classe de ces hommes, de ces femmes, qui n'ont songé, durant plus de cinq heures qu'a duré la lutte, qu'à remplir leur devoir de révolutionnaire. Est-ce là une attitude d'« escarpes », comme celle que fabriquent ces journaux pour les besoins de leur misérable cause? Est-ce ainsi que se comporte la « lie de la population »?



Ce n'est que vers minuit que les combats cessèrent.

On devait en connaître le tragique bilan quelques jours plus tard seulement : 6 ouvriers morts ou mourants, des centaines de blessés, dont plusieurs fort grièvement.



Le Parti communiste publiait le lendemain le manifeste suivant :

Sous la direction du Parti communiste les prolétaires parisiens ont héroïquement manifesté dans les rues de Paris.

Des milliers de travailleurs socialistes ont participé à cette démonstration.

La classe ouvrière unie montre ainsi qu'elle lutte avec énergie pour battre le fascisme.

Cette action de classe se réalisant dans le front unique épouvante la bourgeoisie.

Mardi, sa police fraternisait sur de nombreux points avec les bandes fascistes, hier les coups de feu crépitaient contre les ouvriers.

Rien ne peut mieux caractériser le ministère

d' « union nationale », que cette rage déchaînée contre les masses laborieuses.

Mais l'action menée hier soir par les ouvriers parisiens prélude à des actions plus vastes et plus décisives.

Aujourd'hui, dans les entreprises, les ouvriers apprendront avec colère les fusillades d'hier. Ils se rassembleront dans leurs ateliers, travailleurs de toutes tendances, communistes et socialistes, confédérés et unitaires, pour resserrer encore davantage les liens qui les unissent dans la lutte commune, ils éliront leurs comités ouvriers de front unique. Par des arrêts de travail, des manifestations, par une grève générale puissante lundi, ils feront reculer le fascisme et le gouvernement des fusilleurs de l'Union nationale.

Le fascisme n'est pas une chose inévitable. Sa défaite dépend du prolétariat et de l'action du Parti communiste.

A bas le gouvernement fusilleur de prolétaires!

Dissolution des ligues fascistes!

Arrestation de Chiappe et des chefs fascistes!

Réalisez partout le front unique avec les sections socialistes!

Organisez la défense ouvrière de masse. En avant avec le Parti communiste,

VIVE LA GRÈVE GÉNÉRALE ACTIVE!

VIVE LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN!

Le Parti Communiste,

Les Jeunesses Communistes.

III

LA JOURNÉE DU 12 FÉVRIER

Le Parti socialiste, ainsi qu'il a été dit plus haut, en présence de l'ordre de grève générale lancé par la C.G.T. renonça à la manifestation qui devait avoir lieu le 8 février place de la Bastille, pour reporter son effort sur celle du 12. Il pensa que ce pouvait être là le signal de rassemblement des forces ouvrières, une réplique imposante aux émeutiers du 6 février, capable de les faire réfléchir sur les dangers de l'aventure qu'ils couraient s'ils entendaient la poursuivre.

Il entendit répliquer aux désordres du lundi précédent par une manifestation disciplinée qui, par son ampleur, donnerait aux travailleurs réunis sur le Cours de Vincennes le sentiment de leur force et à leurs adversaires cette crainte qui est le commencement, dit-on, de la sagesse.

Le gouvernement n'eût pas toléré, bien entendu, que cette manifestation se déroulât dans Paris même, mais il consentit à ce qu'elle eût lieu aux portes de la ville. Tout l'effort de la police, de la garde mobile, et des diverses forces de répression massées autour de la place de la Nation, avaient pour unique objectif d'empêcher les manifestants de se répandre à l'intérieur de la ville.

L'appauvrissement révolutionnaire de Paris.

Depuis plusieurs années le centre de Paris, la ville proprement dite, est devenu réactionnaire. Le 6 février on vit ce phénomène curieux se manifester avec une force d'une puissance inouïe, d'un Paris entièrement soumis aux organisations de droite. Cette brusque volte-face d'une capitale que l'on avait toujours connue à l'avant-garde des révolutions, de cette ville qui avait fait celles de 1793, de 1848, de la Commune, a étonné certains, qui n'ont pas très bien vu les causes de ce changement d'orientation politique. Les réactionnaires ont triomphé, pré-

tendant avoir conquis Paris à leurs méthodes; les gens de gauche et d'extrême-gauche ont été navrés et inquiétés par ce reniement de tout un passé de lutte.

La vérité c'est que Paris, peu à peu, et plus particulièrement au cours de ces vingt dernières années, a vu émigrer vers la banlieue sa population ouvrière. Ce qu'on appelle « la ceinture rouge » s'est formé au détriment des forces révolutionnaires de la capitale, de jour en jour envahie par l'élément bourgeois qui, débordant certains quartiers du centre de la ville, s'est répandu bien au delà de ses premières frontières, et par la foule de petits bourgeois : employés, boutiquiers, etc., dont le nombre n'a cessé de croître.

La population ouvrière, artisanale, des faubourgs Saint-Antoine et même dans une certaine mesure de Belleville, Ménilmontant, etc., est allée se grouper dans la banlieue autour des usines; une autre partie de cette population, quoique travaillant aux portes de Paris, s'est exilée dans les innombrables lotissements qui entourent la ville, fort éloignés parfois du lieu de leur travail, les moyens de communications rapides ne faisant plus de cet éloignement un obstacle insurmontable.

Cette émigration, sans cesse croissante, explique le changement d'orientation politique de la capitale. Paris tend, de jour en jour davantage, à devenir une ville d'intellectuels, de bourgeois, de commerçants et d'employés : et l'on sait bien que ce n'est jamais parmi ces gens-là que le socialisme a recruté de nombreux adeptes.

Il est remarquable que, malgré l'énorme avance du socialisme, qui dura jusqu'à ces dernières années dans le monde entier, et particulièrement en France où le nombre d'élus socialistes au Parlement, au Sénat, dans les conseils municipaux de la presque totalité des villes, Paris à peu près seul, ait vu le nombre de ses conseillers municipaux réactionnaires augmenter avec une constante régularité.

En dehors même de la répartition des sièges — monstrueuse iniquité qui exige plus de dix mille votants dans certaines circonscriptions, alors que moins d'un millier suffisent dans d'autres pour élire un conseiller — il n'en reste pas moins vrai que cette émigration ouvrière a énormément contribué à renforcer la réaction dans Paris, avec le glissement vers la droite des étudiants, coupés entièrement aujourd'hui du prolétariat.

Les combats du 6 février furent menés par une foule où — en dehors des quelques éléments communistes qui furent rapidement absorbés — dominait une écrasante majorité bourgeoise. Il suffisait de jeter un regard sur elle pour s'en apercevoir.

Le 12 février devait voir à Vincennes le regroupement des forces prolétariennes et populaires.

La manifestation de Vincennes.

Dès deux heures, soit à pied, venant de la banlieue, soit par le métro qui fonctionne partiellement, des milliers de manifestants se déversent dans la large avenue. Il y a là des adhérents de la Ligue des Droits de l'Homme, de la jeune IV^e Internationale dont le chef est Léon Trotzky, le plus fidèle disciple de Lénine, des socialistes, des communistes, des oppositionnels, des unitaires, des confédérés, des anarchistes, des sans-parti, des radicaux que la défaillance du gouvernement Daladier a rempli de fureur.

L'un de ceux-ci déclare devant moi avec véhémence :

« Pourquoi est-il parti? Il n'avait qu'à faire le 7 un appel au peuple; nous lui aurions fait voir qu'il y a encore des hommes capables de défendre les libertés démocratiques! »

Un ouvrier qui passe raille en quelques mots ces « libertés ». Il suffit de jeter un coup d'œil sur cette foule dont la densité augmente sans cesse, d'écouter au hasard des bribes de conversations, de lire les mots d'ordre des pancartes, pour se rendre compte aussitôt de ce qui unit ces hommes et de ce qui les sépare, le terme que certains impliquent à leur action, et les objectifs plus radicaux et plus lointains que les autres entendent poursuivre.

Le marxisme, le socialisme, une évolution historique ont passé par là, le prolétariat a grandi en force, sa conception du mouvement révolutionnaire en clarté, ainsi que les buts qu'il se propose d'atteindre; un grand exemple a été donné en Russie qui, quelles qu'aient été ses fautes, ses maladresses, ses erreurs, n'en demeure pas moins comme un signal pour les travailleurs qui sont là; aussi, en face de cette avant-garde clairvoyante, certains mots d'ordre apparaissent-ils un peu désuets, un peu quarante-huitards.

Mais la menace d'un danger fasciste, le so-

lennel et brutal avertissement donné dans la nuit du lundi, cimentent en un bloc assez cohérent ces volontés qui tendent vers des objets assez divers, et qui savent fort bien au moins ce dont elles ne veulent à aucun prix.

Les événements qui emplissent les esprits, la présence dans les rues qui entourent la place de la Nation d'épaisses rangées d'agents coiffés du casque, les gardes mobiles à cheval, portant le mousqueton en bandoulière, les faisceaux formés çà et là sur les trottoirs, en deçà des limites que les autorités ont assignées aux manifestants, donnent à ce rassemblement populaire une gravité, une sorte de solennité que depuis les grèves de 1919 et de 1920, les masses ouvrières parisiennes n'avaient pas connues.

Au sérieux des visages, à l'espèce de curiosité impatiente, presque inquiète, avec laquelle les premiers venus surveillent la montée des nouveaux arrivants, on devine que la partie qui se joue cet après-midi est d'une importance capitale.

De loin en loin, dans cette foule, un pansement surmontant une tête, ou des blessures rapetassées à coups de papier gommé, remettent à la mémoire de tous la sanglante soirée de vendredi où plusieurs ouvriers ont été tués, et

plusieurs centaines blessés par des ruées policières d'une violence sans nom.

*
**

Deux apprentis débouchent d'une rue, devant moi :

— Oh là! là! vise un peu ce monde!

Son copain se met à rire lui aussi :

— Non, mais dis donc! s'ils venaient ici les « fachistes » comment qu'i' se feraient dérouiller!

Et tous deux s'éloignent en riant.

Je crois voir en eux les frères de cet enfant de quinze ans qui pleurait en silence pendant un meeting de grève à Paris.

Comme je l'interrogeais : « Ma grand'mère et moi on n'a plus le rond, me répondit-il, alors, demain, je me demande comment que je vais faire pour ne pas aller au boulot. »

*
**

Mais par toutes les rues qui avoisinent la porte de Vincennes, ou remontant le cours, en groupes compacts, le flot se déverse sans arrêt sur les trottoirs, débordant peu à peu sur la

chaussée qui s'emplit à son tour, paraissant ne devoir jamais se tarir, et chassant lentement cette sourde angoisse qui serrait un peu les cœurs à songer que dans des circonstances aussi graves le peuple de Paris, des faubourgs et de la banlieue pourrait rester à l'écart de la lutte, demeurer inerte malgré l'appel de ses organisations.

Mais les répondants sont là, formant d'instinct en instant une étendue toujours plus longue, toujours plus large; on ne tarde pas à s'apercevoir que ce magnifique réveil populaire va dépasser les espoirs les plus favorables, que la contre-offensive surpassera infiniment en puissance l'attaque brusquée qui l'a motivée, que l'armée prolétarienne et républicaine, en restituant, comme le disaient Léon Blum et Jean Guéhenno, à ce mot, son sens héroïque, communard, sera incomparablement plus nombreuse que celle de l'ennemi de classe.

*
**

Des intellectuels, au sens le plus péjoratif, sympathisants, ou qui se prétendent tels, se sont lamentés de voir une troupe d'une pareille ampleur ne pas montrer un esprit plus agres-



LA POLICE FOUILLE LES PASSANTS
AUX ALENTOURS DU COURS DE VINCENNES

sif. On peut répondre à ceci que les hommes du 6 février avaient un but nettement fixé, ayant même, après les campagnes antiparlementaires qu'avait menées toute la presse, avec un acharnement sans exemple durant plus d'une semaine, un pouvoir attractif formidable. Ceux qui étaient rassemblés le 12 à Vincennes étaient surtout venus là pour se compter, prendre contact, s'efforcer de mettre une trêve aux luttes intestines qui les épuisent depuis près de quinze ans.

Si le gouvernement — fort avisé en la circonstance — eût refusé la permission de manifester, il est certain que l'émeute du 6 et ses combats eussent été largement dépassés en violence étant donné le nombre considérable d'organisations d'extrême-gauche qui s'étaient ralliées au principe de cette manifestation.

D'ailleurs, chaque fois que le Parti communiste et le Parti socialiste s'uniront pour agir, il est hors de doute que, soit à Paris, soit en province, ils formeront une puissance dont on viendra difficilement à bout, fût-ce par la plus extrême des violences, car ils entraîneront en dehors de leurs propres forces et de celles qui leur sont soumises, un tel élan révolutionnaire que je ne vois aucun obstacle qu'ils ne puissent

briser le jour où ils se décideraient à user de toutes les armes qu'ils ont en leur pouvoir.

*
**

Cependant, d'instant en instant, de jeunes socialistes et communistes arrivent en chantant des hymnes révolutionnaires. Chacun sent que l'heure des divisions est passée, que les fractions rivales de la classe ouvrière doivent rechercher une plate-forme de revendications communes pour souder solidement l'une à l'autre, dans l'action, les différentes formations de cette immense armée qui — chacun le sentait durant cet après-midi du 12 avec une violence indicible — est invincible si elle parvient à s'unir.

Ce que n'avait pu faire les avis des plus clairvoyants militants allait-il se réaliser aujourd'hui?

Les dirigeants socialistes allaient-ils retrouver cette combativité, cet élan révolutionnaire que l'excès de parlementarisme, cette espèce de torpeur où des années de relative prospérité les ont plongés, peu à peu effaçaient?

Les chefs communistes allaient-ils renoncer à leur sectarisme stérile, retrouver le sens de

cette opportunité dans l'action dont parlait Lénine, synthétiser dans des mots d'ordre réalisables, en accord avec la situation de l'heure, la profonde aspiration de cette masse?

L'expérience si tragiquement douloureuse de l'Allemagne allait-elle enfin servir au mouvement révolutionnaire français; le sang des ouvriers allemands assassinés, les souffrances des emprisonnés, des déportés, allaient-ils enfin féconder la lutte ouvrière en France et arracher le prolétariat à la terrible impasse où il est engagé depuis des années?

Voilà ce que se demandaient les dizaines de milliers de travailleurs rassemblés à Vincennes et dont le nombre ne cessait de croître de minute en minute.

*
**

Le groupe socialiste, précédé de ses parlementaires, conseillers municipaux, maires de banlieue, des rédacteurs du *Populaire*, de sa commission administrative, prit place à l'avant du cortège. Des pancartes, hissées au-dessus de la foule, portent les mots d'ordre de ce parti :

— *On ne suicide pas la République comme on a suicidé Stavisky.*

— *Pour être fort le peuple n'a qu'à se croiser les bras.*

— *Tous les noms, tous les coupables.*

— *Nous exigeons que l'on publie la liste complète des chèques Stavisky.*

— *Contre la dictature fasciste, l'insurrection est un devoir.*

— *La mort plutôt que le fascisme.*

— *Une fois de plus, les faubourgs sauveront Paris.*

On voit de reste que ce sont là des mots d'ordre purement défensifs. Ce que certains regrettent, pensant que la meilleure façon de se défendre, c'est d'attaquer.

Derrière le groupe socialiste, fraternellement confondus, se massent des socialistes, communistes, oppositionnels.

**« Unité ! Unité
d'action ! ».**

Mais soudain, un vaste remous agite l'avant-garde de la manifestation. Voici que, venant de la place de la Nation, une foule imposante monte le cours de Vincennes en chantant *l'Internationale*, précédée de drapeaux rouges. Et

à mesure que les arrivants s'avancent on peut distinguer la faucille et le marteau entre-croisés, d'un métal étincelant, qui surmontent la hampe de leurs emblèmes.

Les chants peu à peu s'éteignent pour cesser tout à fait en arrivant à hauteur du groupe socialiste. Il y a un instant de silence, dominé faiblement par des voix lointaines qui viennent du milieu et de la fin du cortège, où les uns et les autres paraissent s'observer.

Les passions vont-elles l'emporter une fois de plus? Les Guelfes et les Gibelins du prolétariat, oubliant la gravité de l'heure, le péril commun, vont-ils reprendre aujourd'hui encore leur lutte fratricide?

Allons-nous voir, dans des circonstances d'une pareille importance pour notre avenir, des ouvriers socialistes et communistes s'aborder en s'injuriant et en venir aux mains, ainsi que cela s'est produit si fréquemment, hélas! durant ces dernières années?

Je songe à cette manifestation au mur des fédérés, en l'honneur de la Commune, des 30.000 fusillés par les Versaillais, où les frères rivaux, animés d'une haine sans nom, s'étaient poursuivis jusqu'à travers les tombes du Père-Lachaise, à ces innombrables réunions où les

pires adversaires étaient écoutés en silence mais où il suffisait de l'apparition à la tribune d'un orateur de l'un ou de l'autre parti pour déchaîner les altercations les plus violentes.

Va-t-on ne se souvenir de part et d'autre que des erreurs commises? Pour si graves qu'elles soient, ne comprendra-t-on pas enfin que la meilleure façon de les racheter, c'est de s'unir en une heure pareille où il n'y a plus une seconde à perdre si l'on veut tout sauver — car rien n'est encore perdu, tous les espoirs sont permis si nous réalisons cette unité d'action.

Il me semble que dans le grand, le tragique silence qui vient de s'établir dans les groupes, qu'autour de ces hommes, l'Europe ouvrière regarde, regarde et attend.

Les plus clairvoyants, les plus charnellement attachés à leur classe, des militants qui sont là songent que l'occasion est magnifique pour regrouper des forces qu'épuisent les luttes intestines.

Chez la plupart des ouvriers, intellectuels, écrivains — car ils sont en grand nombre mêlés à cette masse — je lis cette intense interrogation.

Aucun de ceux-là ne sous-estiment l'importance de cet instant pour l'avenir du mouve-

ment révolutionnaire français et international, en cette journée qui pourrait être le point de départ d'un magnifique et décisif bond en avant.

Mais voici que, rompant enfin cette angoisse, un poing se dresse, non pas pour frapper mais pour saluer par ce geste de volonté de lutte contre l'ennemi commun; en voici aussitôt dix, cent, mille, des milliers, une forêt de bras qui s'élève, rapide, touffue; entre le vide qui sépare encore les deux groupes — et qui garde encore une valeur de symbole — une formidable clameur monte, monte sans arrêt, arrachée aux entrailles mêmes de ceux qui scandent avec une sorte de foi sauvage, farouche :

— Unité! unité d'action!

Elle gronde dans l'avenue qu'elle remplit jusqu'au ciel d'une rumeur d'océan; elle remonte de rang en rang jusqu'à la fin du cortège, elle s'étend et gagne avec une rapidité de flamme la porte de Vincennes.

C'est fini. Les uns et les autres se précipitent dans l'espace resté vide, roulent en avalanche, se mêlent, et bientôt il n'y a plus là qu'une seule masse confondue.

**

Un vieil homme, quand le calme est revenu, me dit :

— Ah! si nous savions continuer dans cette voie!

Je le regarde. Il a un gilet de laine noire, des yeux bleu pâle, sa moustache tremble.

— Oui, camarade, que ne pourrions-nous pas!

La face du monde en serait changée. Un avenir plein de promesses s'ouvrirait à deux battants devant les hommes, y compris la majorité de ceux qui nous combattent.

Plus loin un écrivain me dit :

— Aucun intérêt réel ne nous oppose les uns aux autres; mille liens au contraire devraient nous unir. Quand les chefs politiques le comprendront-ils?

Le défilé.

L'immense cortège s'est ébranlé.

Des abords de la place de la Nation jusqu'à la porte de Vincennes, la foule immense avance par rangs de 80 à 100 manifestants.

Des opérateurs de cinéma, juchés sur la car-

rosserie de leurs voitures, tournent sans arrêt, dirigeant en tous sens de pacifiques mitrailleuses qui captent les images.

Il n'y a plus qu'un trottoir de libre, tout le reste de l'avenue est submergé par ces dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui avancent en chantant. On a donné le chiffre de 150.000 et il n'est, en effet, inférieur en rien à la réalité.

Mais plus que le nombre encore, la foi socialiste de cette foule est émouvante. Que n'avons-nous un homme, ou un groupe d'hommes, capables de capter ce fleuve d'énergie, de le transformer en action! Qui pourrait résister devant une pareille puissance disciplinée? Quelles forces de réaction ne seraient emportées comme paille? Ce régime putréfié, dont les abcès crèvent l'un après l'autre, ne pèserait guère en face d'une vague de fond de cette ampleur.

Les drapeaux rouges glissent lentement, portés au sommet de ces flots épais, au-dessus de ces dizaines de milliers de bouches ouvertes d'où montent sans arrêt des hymnes révolutionnaires.

Cette rumeur monte sous le ciel gris, frappe les hautes maisons qui bordent l'avenue, roule

sans fin dans cette vallée profonde où de chaque côté brillent des vitres touchées par un pâle soleil, et derrière lesquelles apparaissent les taches blanches des visages de ceux qui regardent déferler cette multitude.

Foule chaude, foule ardente, fraternelle, qui porte tous les espoirs des meilleurs esprits de cette nation, de ceux qui se refusent à accepter la faillite de l'homme, sa noyade dans les torrents de sang d'une nouvelle guerre plus affreuse encore que tout ce que l'on peut imaginer de plus atroce, ou la détresse incommensurable qui naît de l'excès même des richesses amoncelées autour des usines.



Des charpentiers escaladent lestement un échafaudage qui borde l'avenue et, de là-haut, agitent joyeusement un drapeau rouge; sa flamme va et vient rapidement dans l'air comme un signal qui, par delà les maisons, les rues, la ville, s'adresserait à la terre entière : signe de foi, de ralliement, d'espérance pour tous ceux qui ont placé leur confiance dans la destinée de l'homme.

Sur la place de la Nation, la statue de la Ré-

publique porte, accrochées à ses flancs, suspendues à ses bras, répandues à ses pieds, des grappes de jeunes gens, tandis qu'elle allonge le bras droit dans une sorte de geste bénissant. L'un d'eux grimpe jusqu'au sommet de sa tête et lui attache un oriflamme rouge qui se met à flotter.

*
**

Arrivés à la place de la Nation, les socialistes tournent à gauche, les communistes à droite. Des orateurs sur les kiosques à musique ou juchés sur des lampadaires ou des épaules, parlent aux manifestants; dans le brouhaha qui s'élève de cette foule la plupart n'entendent rien, cela ne les empêche pas d'applaudir, de confiance. Puis les deux cortèges se rejoignent, se fondent, aux cris de : « Unité d'action ! » des milliers de fois répétés; les drapeaux surmontés de la faucille et du marteau se mêlent aux drapeaux rouges des sections socialistes.

Deux colonnes, dont l'une composée de 20.000 manifestants, remontent vers les quartiers ouvriers, l'une en direction de la Bastille, l'autre de la Villette, cependant que le gros du cortège redescend le cours de Vincennes, acclamé par la foule sur son passage.

Pendant une marche de plus de trois quarts d'heure, chantant *l'Internationale*, la *Jeune Garde*, le *Drapeau Rouge*, vingt mille travailleurs vont par la rue des Pyrénées jusqu'à la place Gambetta où aura lieu la dislocation. Durant cette longue marche, pas une vitre n'a été brisée, aucun acte de vandalisme n'a été commis par ces hommes et ces femmes que la plupart des journaux avaient traité de « lie de la population ».

Succès de la grève.

Ces mêmes journaux ont essayé d'amoindrir l'importance de la grève générale en soulignant que Paris n'avait été privé ni d'électricité, ni d'eau, ni de gaz. Le *Peuple* leur répond excellemment en ces termes :

« Pour que l'eau, le gaz, l'électricité et le téléphone urbain fassent défaut, le sabotage était indispensable.

« Les réservoirs des usines de gaz de la région parisienne contiennent des réserves pour huit jours. Pour priver la population du précieux combustible, fallait-il faire sauter les réservoirs?

« Pour l'eau et l'électricité, les centrales fonctionnent aujourd'hui par le jeu de procédés mécaniques tels que la mise en route des machines et leur surveillance peuvent être effectuées par un seul individu qualifié! Un ingénieur ou deux peuvent y suffire pendant plusieurs jours. Fallait-il, pour priver d'eau et d'électricité la capitale, brûler quelques dynamos, ou fausser quelque arbre de transmission?

« Quant au téléphone, il est automatique pour les neuf dixièmes des abonnés parisiens. Fallait-il, pour qu'il ne fonctionnât, porter quelques coups de hache dans les bâtis ou quelques coups de cisailles dans les câbles? »

Et plus loin :

« Que leur faut-il donc pour que la grève générale réussisse? Tout ce qui était entre les mains des travailleurs et qu'ils avaient la possibilité de stopper en se croisant les bras, a été arrêté. Pas de journaux, pas de distribution postale ou télégraphique, pas de transports en surface, pas de théâtre, pas d'écoles, pas de téléphone interurbain, les usines, les magasins, les boutiques fermés. La ville morte, endormie à neuf heures du soir, elle qui ne s'endort jamais! Si vraiment cela n'est pas éloquent et

clair, c'est à douter de l'esprit critique de ceux qui soutiennent contre l'évidence que le mouvement de grève n'eut pas l'ampleur que nous voulions lui donner ».

Mais il s'agit bien ici d'esprit critique!
Il n'est pire sourd...

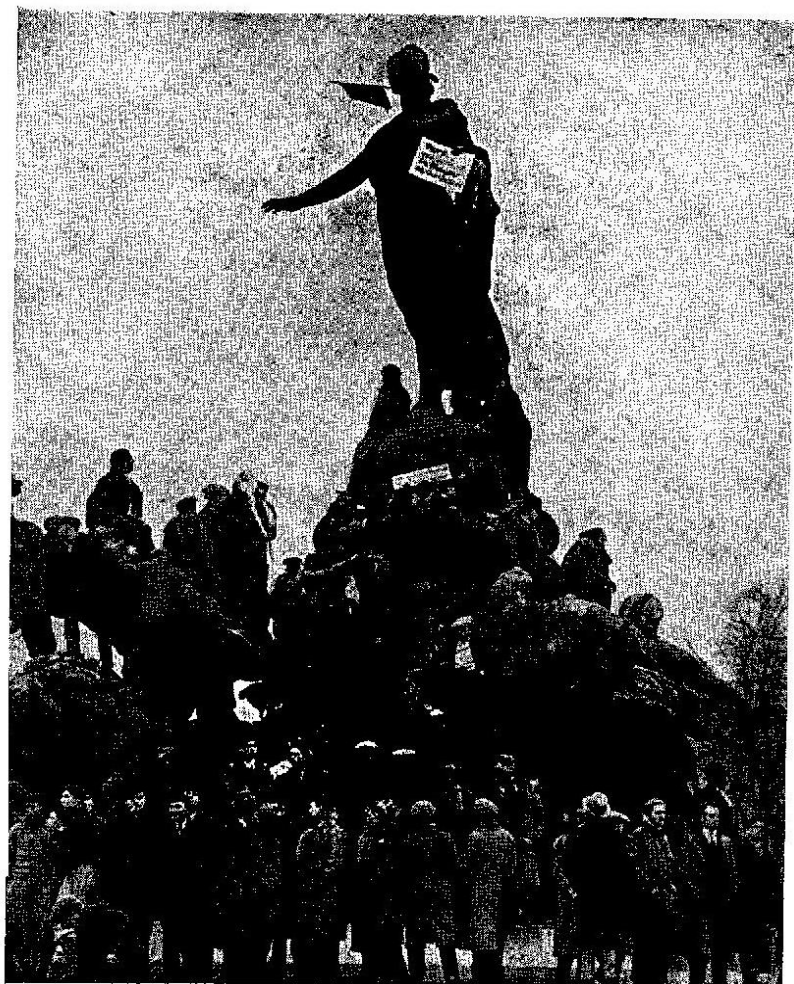
La proportion des grévistes avait été pour la région parisienne : dans les P. T. T., de 90 %; chez les instituteurs, 80 %; fonctionnaires, dans l'ensemble, 70 %; manufactures de l'Etat, 100 %; livre, 100 %; industrie privée et bâtiment, 85 %.

Dans la métallurgie.

Le mouvement général de grève a été suivi dans la région parisienne dans la proportion moyenne de 75 % sur l'ensemble du personnel actuellement occupé.

Dans les 11^e, 19^e et 20^e arrondissements (ateliers de polissage, petite mécanique, bronze, décolletage, etc.), le chômage a atteint presque 95 %. Bon nombre de petites maisons étaient fermées.

Dans le 13^e arrondissement, Gnome et Rhône



LA STATUE DE LA RÉPUBLIQUE, PLACE DE LA NATION,
LORS DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

(Les manifestants ont hissé un drapeau rouge au sommet de la statue.)

a chômé à 75 %, Delahaye à 60 %, à Montrouge, la Société des Compteurs à 100 %.

Dans le 15^e arrondissement, chez Citroën, les pourcentages de grévistes s'établissaient ainsi dans les différentes usines : Grenelle, 75 %; Saint-Charles, 80 %; rue du Théâtre, 85 %; Félix-Faure, 60 %. A Saint-Ouen, les usines suivantes : porte Pouchet, 85 %; avenue de la Gare, 90 %; des outilleurs, 40 %; du personnel de fabrication.

En banlieue.

A Boulogne-Billancourt, on comptait 50 % de grévistes chez Renault, pour la plupart parmi les ouvriers professionnels. Les éléments coloniaux et étrangers semblent ne pas avoir suivi le mouvement. L'usine Salmson fut touchée à 95 %. L'usine Farman, à 75 %.

A Puteaux, la plupart des établissements métallurgiques chômèrent à 100 %.

A Asnières, 100 % de grévistes à la maison Bourquin.

A Gennevilliers, 80 % de grévistes chez Chénard et Walcker.

A Courbevoie, l'usine Delage, 75 %. La maison Bloc, 100 %.

A Bois-Colombes, 70 % de grévistes chez Hispano-Suiza. La maison Paillard, 100 %.

A Colombes, les usines Thomson-Houston et Brickson fermèrent devant l'ampleur prise par le mouvement.

A Argenteuil, la Lorraine-Diétrich, 80 % de grévistes. A la chaudronnerie, 100 %. La S.A.G.E.M. comptait 80 % de manquants. L'usine Lioré-Ollivier, également près de 80 %.

Dans les petits ateliers.

Quartier de Saint-Fargeau : sur sept ateliers groupant 1.015 ouvriers, 110 travaillent.

Quartier de Belleville : sur quatre maisons groupant 170 ouvriers, chômage total.

Quartier du Père-Lachaise : grève générale.

Pour le 11^e arrondissement :

Quartier Saint-Antoine : sur dix maisons groupant 525 ouvriers, 195 de ceux-ci travaillent.

Quartier Saint-Maur : sur quatre maisons groupant 185 ouvriers, 50 de ceux-ci travaillent.

Pour le 19^e arrondissement : sur quatre maisons groupant 550 ouvriers, 50 de ceux-ci travaillent.

Soit au total, pour une partie du 10^e, les 11^e, 19^e et 20^e arrondissements, sur 46 maisons groupant 9.800 ouvriers, 85 % de chômeurs.

**La journée du
12 février en
banlieue.**

La « ceinture rouge » a ceci de commun avec le « péril jaune » qu'elle a souvent hanté le sommeil des gens bien pensants. Mais comme le danger est plus proche, on s'en est occupé avec beaucoup plus de sérieux que d'une problématique invasion de l'Europe par un moderne Attila. Chaque préfet de police a songé aux moyens de défendre Paris contre une soudaine ruée prolétarienne, chacun d'eux a apporté à la préfecture une façon à lui d'arrêter l'avance possible de cette immense armée. Des ministres fort graves se sont — à intervalles plus ou moins rapprochés — penchés sur ce redoutable problème.

— Eh! songent-ils, ne suffit-il pas parfois de gagner un peu de temps pour nous sauver!

A chaque appel des organisations ouvrières, la banlieue rouge — pour peu que les circons-

tances soient graves — sort de la torpeur où paraissaient l'avoir plongée des années de divisions politiques et syndicales; son sang révolutionnaire lui monte brusquement au visage, rappelant que le danger n'est pas le moins du monde écarté.

Clamart, Ivry, Billancourt, Saint-Ouen, Bicêtre, Malakoff, Puteaux, Saint-Denis, Bobigny, Villejuif, Aubervilliers, du nord au sud, de l'est à l'ouest, toutes ces villes sombres s'agitent dans leur campagne pelée, et font entendre jusqu'au cœur de Paris leurs grognements puissants.

Le lundi 12 février, cette ceinture misérable où la peine des hommes est infinie, d'où l'espoir est absent, a rappelé violemment sa présence. Rejetées hors de la cité, mais non point mortes ni désarmées, ces populations ouvrières ont manifesté, ont combattu dans la journée du 12, non point pour défendre les crapules — on jouera vainement sur cette équivoque — mais pour organiser la résistance et passer à l'offensive, si on les y contraint, pour défendre les pauvres libertés, les quelques améliorations de leur sort qu'elles sont parvenues à conquérir par des dizaines d'années de haute lutte, et que menace le fascisme. On sait de reste ce qu'il en

est par l'exemple de l'Italie et de l'Allemagne.

Car aux 150.000 manifestants de Vincennes, il faudrait ajouter tous ceux qui ont manifesté dans la banlieue, que ce soit à Ivry, où Jacques Doriot déclarait aux acclamations enthousiastes de 20.000 travailleurs : « L'unité d'action du prolétariat vient de se réaliser aujourd'hui et quiconque voudra lui barrer la route sera brisé » ; à Corbeil, où 1.500 manifestants défilèrent dans les rues ; à Argenteuil où ils étaient 20.000 ; à Blanc-Mesnil, où plus de 2.000 ouvriers et ouvrières s'étaient groupés pour conspuer le fascisme, etc., etc.

Et ceux de Boulogne-Billancourt également, où la soirée devait être sanglante, les agents abattant un ouvrier d'un coup de revolver et en blessant plus d'une centaine, dont plusieurs grièvement.

La journée de grève à Boulogne-Billancourt.

L'ordre de grève générale avait été accueilli dans cette cité industrielle avec ferveur. Les ouvriers de chez Renault et des usines voisines saisirent avec empressement cette occasion de

montrer que s'ils voulaient que les coupables de l'affaire Stavisky fussent châtiés, ils n'entendaient pas que cette affaire déviât de son cours et qu'elle devînt un prétexte aux organisations de droite pour s'emparer du pouvoir. Ils n'ignoraient pas non plus que parmi les dirigeants des émeutes du 6 février se trouvaient des hommes, qui, quoique criant très haut « au voleur ! », étaient loin d'avoir une âme d'une blancheur de neige.

Et l'on me croira si l'on veut, mais il est très difficile de les persuader que, de toute façon, ils ne seront pas mangés, soit à la sauce rose, soit à la sauce blanche. Aussi leurs protestations, englobant dans le même mépris, la même haine, et les uns et les autres, les assaillis et les assaillants, entendaient-ils exiger, par-delà les disputes de ces frères rivaux, le pouvoir pour eux-mêmes, faire de cette journée du 12 février une manifestation imposante qui réunirait le plus grand nombre possible de travailleurs.

On sait que cette unanimité dans la pratique est assez difficilement réalisable et qu'il se trouve souvent des obstinés que l'on doit rappeler au respect de leur devoir de classe, à qui on est obligé de rafraîchir un peu la mémoire, gentiment, en gens de la même famille. C'est le

rappel de ces devoirs, cette sorte de conseil de famille, que l'on désigne ordinairement sous le nom de : piquet de grève. Pour avoir participé à quelques-uns, je puis assurer qu'il ne s'y passe rien de vraiment fâcheux. Les brebis égarées ne tardent pas à rentrer dans le droit sentier, à retrouver le sens de l'orientation.

Le front unique.

A Boulogne-Billancourt, le front unique s'était réalisé dans l'enthousiasme dès que le mot d'ordre de grève générale avait été lancé. Un comité de vigilance fut créé. Le samedi soir, quatre ouvriers qui distribuaient des tracts invitant les travailleurs à chômer le 12 février furent arrêtés, conduits au commissariat où les agents s'acharnèrent sur eux avec une brutalité innommable. Des militants qui possédaient des affiches furent arrêtés également; il fallut l'intervention du maire socialiste pour obtenir leur libération.

Simple escarmouche, mais qui montraient clairement que la journée du 12 février serait agitée.

Dans la journée du dimanche, communistes,

socialistes, anarchistes, pacifistes, malgré les différences de tactique ou de doctrine qui les séparent, cherchèrent et finirent par trouver un terrain d'entente. Le dimanche matin, jeunes gardes socialistes et membres des jeunesses communistes vendaient côte à côte les journaux de leur parti et empêchaient, par leur cohésion dans l'action, à des organisations d'extrême-droite, de crier et de vendre les leurs.

Le lundi matin, vers six heures, un petit commerçant socialiste était assommé d'un coup violent sur la tête au coin d'une rue.

Cependant des piquets de grève s'organisaient autour des usines Renault. Par groupes nombreux, les ouvriers se massent devant l'immense fronton surmonté à droite et à gauche de l'écusson de la marque industrielle : un losange jaune à chevrons où est inscrit le nom de la firme.

De la place Nationale on aperçoit les coteaux de Saint-Cloud plantés d'arbres. Des piquets de grève se tiennent devant l'une des entrées principales qui se trouve sur la place Jules-Guesde d'où rayonnent les rues qui s'emplissent à heures fixes de la foule ouvrière.

Quatre fois par jour, un mouvement de flux et de reflux pousse et reprend ces milliers

d'hommes et de femmes, le grand bâtiment s'emplit ou se vide immensément de ce sang prolétarien, qui roule en torrents noirs et pressés sous la large porte ouverte à deux battants, tandis que cliquent les tourniquets de fer.

Et devant ce monde actif, résolu, robuste, on comprend que le jour où ce peuple prendra conscience de sa force, où l'on parviendra à capter cette énergie pour lui donner un sens et un but, la face du monde sera changée.

Le voici autour de nous, ce peuple de fossoyeurs dont parlait Marx, qui creuse chaque jour la fosse où viendra rouler le cadavre géant d'une classe, d'un régime; le voici avec ses milliers et ses milliers de têtes, qui moutonnent au-dessus de la lente coulée sombre des corps.

Et ce matin du 12 février des orateurs montés sur les bancs de la place les harangent, leur montrent le péril menaçant, les appellent à la défense de leurs droits, de leurs libertés, à répondre à l'offensive de l'ennemi de classe par l'offensive ouvrière, à se dresser unis contre les premières attaques du fascisme naissant.

Les grévistes se dirigent vers la mairie où se tiendra le meeting, en chantant *l'Internationale*. Ensuite, après les appels à l'unité d'action des orateurs de la C.G.T., du Parti commu-

niste, de la C.G.T.U. et du Parti socialiste, un cortège se forme et parcourt derrière les drapeaux rouges les principales rues de la ville.

L'avenue Victor-Hugo est barrée par les gardes mobiles. Un commissaire s'élançe au-devant des manifestants, mais ceux qui sont à leur tête lui répondent :

« Nous prenons la responsabilité de maintenir le calme. Prenez, vous, celle d'un heurt entre vos gardes et nos camarades. Mais sachez que, de gré ou de force, nous passerons. »

Le barrage alors se rompt plutôt que d'engager une lutte inégale, et la manifestation, acclamée par la foule, se poursuit dans le calme.

Les barricades.

Vers treize heures, avant de se rendre au cours de Vincennes, les ouvriers viennent surveiller les abords de l'usine quand un camion, chargé de vivres destinés aux ouvriers et employés qui travaillent, s'avance vers la place Jules Guesde. Les piquets de grève s'en emparent, distribuent les provisions et brûlent le camion.

Gardes mobiles et agents chargent alors les

grévistés qui sous la violence et la soudaineté de l'attaque doivent se replier. Fuyant les matraques, ils reculent, mais pour dresser un peu plus loin des barricades. Rue de Saint-Cloud et avenue Edouard Vaillant, planches, caisses, pavés arrachés, palissades, bancs, sont entassés et en un clin d'œil deux barricades barrent les deux rues.

Vers quatorze heures, les forces de police excitées par leurs chefs se jettent à l'assaut, revolver au poing, mais les ouvriers se défendent vaillamment en lançant des briques sur les assaillants. Les jeunes communistes et socialistes sont au premier rang dans la lutte. C'est alors qu'une fusillade retentit : un ouvrier s'écroule, touché mortellement, d'autres tombent autour de lui, grièvement blessés.

Mais, quoique sans armes, les grévistes se défendent avec héroïsme, et dressent aussitôt une autre barricade. Des cars d'agents, de gardes mobiles, déversent sans arrêt de nouvelles troupes et le commandement des forces policières est passé à un commissaire divisionnaire de Paris. La répression est terrible; des ouvriers tombent sur les trottoirs, sauvagement matraqués. Certains concierges et petits commerçants, indignés par tant d'acharnement

dans la brutalité, ouvrent leur porte pour recueillir les manifestants pourchassés.

Cependant la lutte reprend au carrefour du boulevard Jean-Jaurès et de la rue Georges-Sorel. Déjà une ébauche de barricade s'élève. C'est le moment où les manifestants qui se sont rendus à Vincennes rentrent à Boulogne-Billancourt; parmi eux se trouvent le secrétaire du comité de vigilance, un responsable du rayon communiste, le maire de Billancourt. Ils adressent un appel aux combattants pour éviter une nouvelle effusion de sang et les entraînent au siège de la Coopérative voisine où ils prennent la parole pour dégager les enseignements de cette journée où la classe ouvrière parisienne venait de démontrer avec une vigueur magnifique qu'elle entendait barrer la route du pouvoir aux organisations fascistes.

Jusqu'à minuit pourtant les agents et les gardes mobiles frappent au hasard les gens qu'ils rencontrent, allant même jusqu'à pénétrer dans plusieurs cafés, restaurants, magasins, pour cette chasse à l'homme.

Le bilan de la journée est de un ouvrier de chez Salmson, blessé de guerre, tué, et une centaine de blessés.

*
**

Le Comité de Vigilance publiait le jeudi 15 février le manifeste suivant :

LE COMITÉ DE VIGILANCE

S'incline respectueusement devant la dépouille mortelle de l'ouvrier Marc Tailler, assassiné par la police du gouvernement Doumergue;

Exprime à la veuve de Marc Tailler ses condoléances émues;

Adresse à tous les blessés ses vœux de prompt rétablissement;

Salue l'héroïsme dont ont fait preuve les prolétaires de Boulogne-Billancourt dans l'après-midi du 12;

RÉCLAME :

Des poursuites judiciaires contre les gardes mobiles et les agents qui ont fait usage de leurs armes contre des travailleurs désarmés et contre ceux qui ont pris la responsabilité des ordres de massacre;

La révocation de tous ceux qui, jusqu'à minuit, dans tous les quartiers de la ville, dans les rues, les cafés, les restaurants, ont matraqué de paisibles promeneurs et jusqu'à des femmes, des enfants et des mutilés;

Engage les travailleurs à rejoindre en masse leurs

organisations de classe pour se préparer aux revanches futures.

A BAS LE CAPITALISME ASSASSIN !

A BAS LE FASCISME !

VIVE LA CLASSE OUVRIÈRE !

Le mouvement en province.

On donnerait de la journée du 12 février une image incomplète si on ne montrait, ne fût-ce que brièvement, la part considérable prise par la province dans le mouvement de grève générale.

Là, l'union fut beaucoup plus étroite entre les diverses organisations qui vinrent se ranger sur le front de lutte anti-fasciste qu'à Paris. Il y a de fortes raisons pour cela.

Le premier étonnement passé — qu'avait jeté parmi les militants de province, qu'ils fussent du rang radical ou membres de cellules communistes, l'utilisation que certaines organisations de droite entendaient faire d'un juste élan de colère populaire — le mot d'ordre de grève générale lancé par la C.G.T. fut accueilli avec enthousiasme.

Peut-être se mêlait-il à cette joie un peu de rancune contre Paris. N'était-ce pas une splen-

dide occasion de montrer aux gens de la capitale, à ces badauds parisiens toujours prêts à suivre la première musique militaire, que la province avait également aussi droit à la parole pour donner son avis sur le gouvernement du pays, qu'elle pouvait se dresser, unanime, contre cette partie de la population parisienne qui entrait dans l'illégalité. Car, en définitive, n'est-ce pas la province qui fait les élections et les oriente à droite ou à gauche.

S'il suffisait de quelques milliers d'hommes décidés pour apeurer quelques politiciens, le peuple de Lyon, de Bordeaux, de Marseille, de Lille et d'ailleurs, entendait montrer que cette violence ne lui en imposait pas.

La réaction fut à ce point profonde et spontanée que, durant la journée du 7 février, certaines directions d'organisations ouvrières — entre autres au *Populaire* — furent assaillies de télégrammes et de communications téléphoniques : des sections, des syndicats groupant des milliers d'hommes, s'offraient pour venir se joindre pour la lutte aux militants de Paris.

Au petit jour, dans la matinée du 7, des ouvriers de la région du Nord réquisitionnent des camions, alertent leurs camarades, socialistes ou communistes, leur apprennent les événe-

ments qui viennent d'avoir lieu et demandent s'ils doivent marcher sur Paris.

A Bordeaux, 2.000 ouvriers n'attendent qu'un signe pour partir.

**

Mais il y a d'autres raisons encore qui expliquent cet élan unanime de la province, et parmi celles-ci, et non des moindres, l'absence des grands chefs politiques.

Que les uns suivent servilement les ordres de Staline, même lorsqu'ils pensent que la tactique qu'on leur impose est criminelle, que les autres finissent pas croire que tout dépend d'un vote de confiance ou de manœuvres de couloirs que tous, aveuglés par leurs querelles, finissent par oublier la volonté trop souvent de ces milliers d'hommes silencieux, dispersés dans la France entière, il n'en reste pas moins qu'ils existent et qu'ils ont une volonté.

Et ces hommes comprirent, le lendemain du 6 février, que le moment était venu de s'unir. Aussi est-ce dans un mouvement spontané qu'ils le firent, et c'est là que cette alliance fut la plus fervente, la plus exempte de calcul, la plus fructueuse, qu'elle groupa les foules les plus denses.

Tous les témoignages venus de province, qu'il s'agisse du Nord ou du Midi, de l'Est ou de l'Ouest, reflètent le même enthousiasme, la même espérance dans les jours qui vont suivre, ce sentiment de puissance que donnent la foi et le nombre.

Non seulement ces millions d'hommes ont l'impression que rien n'est perdu, mais encore que ce regroupement inespéré des forces peut être le signal d'une nouvelle marche en avant de la démocratie ou du socialisme suivant l'idéal de chacun.

Les chefs locaux, plus directement en contact avec la masse que ceux de Paris, participèrent sans réserve à ce mouvement de front unique.

15.000 manifestants à Toulon; 8.000 à Nîmes; 6.000 à Carmaux où un chef de travaux d'une entreprise tire une dizaine de coups de revolver dans la foule, blessant plusieurs travailleurs; 35.000 ouvriers manifestent à Lille; 40.000 à Roubaix; 10.000 à Montpellier; 6.000 à Cherbourg; 5.000 à La Rochelle; 6.000 à Saint-Quentin; 5.000 à Nancy; 10.000 à Lens; 10.000 à Calais; 10.000 à Bruay; 3.000 à Arras; 15.000 à Limoges; 4.500 à Vichy; 6.000 à Moulins; 2.000 à Cahors; 6.000 à Arles; 4.000 à Valence;

10.000 à Nice; 50.000 à Marseille; 5.000 à Draguignan; 5.000 à Cannes; 8.000 à Angoulême; 6.000 à Bastia; 5.000 à Libourne; 7.000 à Tours, etc.

On n'en finirait plus de dénombrer les villes, depuis les plus importantes jusqu'aux plus petites, où a retenti ce cri : « A bas le fascisme! » Point de contre-manifestation; les endroits où l'on se bat, c'est contre la police; aucun adversaire ne se dresse contre cette force qui déferle sur la France entière.

Aussi verrons-nous les organisations de droite, dans les journées qui suivront le 12 février, revenir à plus de prudence. Par-delà l'affaire Stavisky, comme on l'avait vu déjà pour l'affaire Dreyfus, deux classes s'affrontent dans une lutte où le scandale passe au deuxième plan : l'une exigeant un pouvoir renforcé, absolu, à l'aide duquel elle pourra briser les organisations ouvrières, tout ce qui s'oppose à sa domination; l'autre refusant de plier davantage sous le joug, d'abandonner les quelques droits qu'elle a conquis dans la lutte.

La crise économique accentue encore cet antagonisme; le pouvoir dans les périodes critiques ne saurait être gardé par des êtres pusillanimes; il y faut de la volonté, du courage, une

unité de direction, des idées claires, de la ruse et de l'intelligence. L'époque est passée où les intrigues de couloirs tenaient lieu de génie politique. La lutte violente marque un temps d'arrêt ; elle est loin d'avoir touché à son terme.

Quand la masse du pays prend à la politique une part aussi active, aussi directe qu'elle le fit durant ces trois journées de février, il devient impossible de gouverner sans tenir compte de sa volonté. Le parlement cède la place à l'opinion publique. D'une voix unanime elle demande le châtiment des coupables de l'affaire Stavisky; tous les orateurs de la journée du 12 février parlèrent dans ce sens. Mais cette action judiciaire ne saurait résoudre les antagonismes de classe, pas plus que les difficultés extérieures. Et c'est un fait que, depuis plusieurs mois, la France a disparu de la scène internationale, c'est un fait que le gâchis financier dépasse toute imagination.

Les gouvernements radicaux de la main sur le cœur, du verbe résonant, ont fait leur temps. Gouvernements de prospérité, espèce de vague compromis entre les classes, leur faiblesse les écarte du pouvoir en temps de crise; et les solutions extrêmes demeurent face à face, chacune représentant une volonté et une idée fortes.

IV

CONCLUSION

La journée du 12 février a montré, éclatant comme le jour, que la classe ouvrière française garde ses forces intactes, qu'elle ne demande qu'à vaincre. Il ne lui manque que des chefs qui la comprennent, qui expriment par des mots d'ordre d'abord, par des actes ensuite, ses désirs les plus profonds, qu'elle a clamés avec tant d'élan, avec une sorte d'énergie désespérée, — pareille à un homme qui se noie en pleine force, en pleine santé — dans la journée du 12, jusque dans les bourgades les plus reculées du Massif Central.

Le socialisme apporte des solutions — les seules sur le plan national et international — qui peuvent rétablir l'ordre (1), encore faut-il

(1) L'Allemagne, après un an de régime fasciste, compte encore plus de 1.300.000 chômeurs.

trouver des chefs à la hauteur des circonstances actuelles capables de se dégager des routines, du conformisme desséchant jusqu'ici en honneur dans le Parti socialiste comme dans le Parti communiste : l'un, empêtré dans son excès de légalité, dans un réformisme désuet, dans des méthodes qui sentent l'avant-guerre; l'autre, dans ses braillements, dans son absence complète de sens politique, force aveugle, politique d'homme ivre qui lui a fait commettre en huit jours de guerre civile autant de formidables erreurs qu'il se pouvait. Manifestation du 6 février, arrestation de Frot, refus du front unique, etc., etc.

De plus, depuis la journée du 12 février, l'écrasement des ouvriers d'Autriche a inscrit une nouvelle défaite, terriblement sanglante, dans l'histoire du mouvement ouvrier de ces dernières années.

Le mouvement socialiste, refluant de toute part, bat en retraite sur toute la ligne. La II^e et III^e Internationales, il y a encore quelque temps si puissantes, s'écroulent par larges pans.

La dernière carte à jouer, c'est celle dont nous disposons encore en France. La journée du 12 nous a montré qu'elle était encore excellente. Encore faut-il savoir l'utiliser. En est-il

temps encore? Les événements seuls pourront nous l'apprendre, mais nous devrions nous conduire comme si tout pouvait être sauvé. Ne plus perdre une seconde, travailler avec acharnement à maintenir, consolider, élargir les succès que le 12 février a inscrits à notre actif.

Il n'est plus qu'une chance de salut pour nous : c'est celle de l'unité d'action des diverses fractions du prolétariat de ce pays. Jamais cette entente n'avait été d'une urgence aussi dramatique, aussi pressante.

Cette flamme qui a recommencé à briller après des années d'effacement, le lundi 12 février, dans tout le pays, nous ne devons pas tolérer qu'on y porte la main. Toute maladresse, toute tiédeur, tout sectarisme, équivaut aujourd'hui à une trahison.

Notre espoir rallumé à cette flamme qui a flambé spontanément lundi dans la France entière, ne peut plus reposer que sur les militants de l'une ou l'autre des organisations ouvrières, clairvoyants, décidés à s'opposer violemment, de toute leur énergie, à dénoncer comme traîtres tous ceux qui tenteront, sous quelque forme que ce soit, de lui porter atteinte, fût-ce sous le masque de l'outrance révolutionnaire.

Sans doute, il est des éléments dans ces organisations, que nous ne pouvons malheureusement espérer arracher à leur aveuglement, à une routine de plusieurs années; mais les autres, qui ont le sens des dangers que nous courons, ne peuvent pas ne pas poursuivre l'élan qui a été donné à la classe ouvrière par la grève générale, ne pas se chercher ardemment pour grouper leurs efforts par-delà même les cadres des partis s'il était nécessaire, en faisant craquer ces armatures de fer dans lesquelles nous crevons les uns après les autres.

Jamais la justesse du socialisme ne s'est manifestée avec autant d'éclat. Ne voyons-nous pas ses pires ennemis contraints de s'acheminer vers lui par des voies détournées, se servir de son nom, comme en Allemagne, pour tromper les masses ouvrières.

Que tant de bons militants, d'ouvriers honnêtes, passionnément attachés à leur classe, ne puissent s'entendre, trouver un terrain d'action sur lequel viendra se regrouper la masse ouvrière, voilà ce que nous nous refusons à penser.

Trop d'exemples ont prouvé que nous étions également menacés et les uns et les autres, que si l'un succombe il entraîne dans sa chute tous

ceux qui sont autour de lui, pour ne pas nous unir quel que soit le stupide, l'abominable acharnement de certains à nous diviser.

L'heure des critiques est passée pour tout ce qui n'est pas l'action immédiate. Le procès serait trop long, il aggraverait notre division; la meilleure façon de racheter ces erreurs, c'est d'agir de concert. Seule notre attitude dans le moment présent doit révéler les véritables défenseurs et les véritables ennemis du prolétariat quelle que soit la phraséologie qu'ils emploient.

Au milieu de cette formidable retraite qui nous environne, verrons-nous le prolétariat français sauver l'honneur révolutionnaire?

Se souvenant de sa magnifique tradition, va-t-il marquer l'instant décisif, le point exact où la fuite cesse pour céder la place à une nouvelle marche en avant, victorieuse, entraînant avec elle les autres peuples de l'Europe?

Il a superbement démontré le 12 février que sa foi demeurerait intacte, que si ses chefs savaient s'élever jusqu'à lui, le comprendre, le guider dans la voie où il veut s'engager, il n'était aucun renversement de situation dont il n'était capable.

Va-t-on lui en fournir l'occasion ou s'effor-

cer de disperser, de briser cet élan d'énergie formidable dont il a fait preuve du 7 au 12 février, à Paris comme en province, ou achever de le saigner — à blanc cette fois, et pour de longues années, ouvrant ainsi la porte à tous les périls, y compris une guerre atroce?

TABLE

I. — LES CAUSES DE LA RÉPLIQUE OUVRIÈRE AUX ÉMEUTES DU 6 FÉVRIER.....	5
Faiblesse et force des partis de droite...	9
La réaction des masses en province....	16
Préparation de la Grève Générale	26
Alerte au danger fasciste!.....	29
Tentatives d'unité d'action.....	38
Appels des Syndicats.....	42
Après le coup d'Etat.....	47
Le parti socialiste fait appel à l'unité pour des manifestations de rues.....	55
II. — LA MANIFESTATION COMMUNISTE.....	63
III. — LA JOURNÉE DU 12 FÉVRIER.....	72
L'appauvrissement révolutionnaire de Paris	73
La manifestation de Vincennes.....	76
« Unité! unité d'action! ».....	86
Le défilé.	90
Succès de la Grève.....	94
Dans la métallurgie.....	96
En banlieue	99

Dans les petits ateliers.....	100
La journée du 12 février en banlieue....	101
La journée de grève à Boulogne-Billancourt.	103
Le front unique	105
Les barricades.	108
Le mouvement en province	112
IV. — CONCLUSION.	118

TABLE DES ILLUSTRATIONS

A Belleville, une rue barrée par des poteaux télégraphiques dans la nuit du 9 février.....	17
(<i>Associated Press</i>)	
Après les charges d'agents la place de la République, le 9 février à 21 heures.....	33
(<i>Mondial Photo</i>)	
Un groupe de facteurs grévistes sur le Cours de Vincennes	49
(<i>Mondial Photo</i>)	
Le groupe de tête des manifestants socialistes sur le Cours de Vincennes.....	65
(<i>Associated Press</i>)	
La police fouille les passants aux alentours du Cours de Vincennes.....	81
(<i>Associated Press</i>)	
La statue de la République, place de la Nation, lors de la grève générale.....	97
(<i>Les manifestants ont hissé un drapeau rouge au sommet de la statue.</i>)	
(<i>Associated Press</i>)	
